



# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

## APPEL : PAS D'ÉLECTIONS SOUS OCCUPATION !

## DEHORS MARTELLY ! DEHORS LA MINUSTAH !



Voir page 4

Des organisations populaires telles que Moleghaf, Kolektif kont Okipasyon, Anbake Pou Chanje; Grenadye 07, Mouvmman Devlopman Nasyonal (MODENA), Mouvmman Etidyan pou Chanjman (MECHAN) dans un appel à la nation demandent aux masses populaires de s'unir pour déjouer les manœuvres électorales

## LA CORRUPTION EST-ELLE DEVENUE UNE AFFAIRE D'ETAT ?



Voir page 4

La présidente d'alors de cette Cour, Nonie H. Mathieu serait la principale responsable de cette vaste opération de corruption



Ki lè nou va di ase?

Page 6

English Page 9



29 Mars 1987-29 Mars 2015: 28 ans après l'approbation de la Constitution, où en-est-on ?

Page 7



« La Grèce est un exemple pour toute l'Europe » Interview de Mohamed Hassan ! Page 10



Crash de l'Airbus A320 : « Il y avait 150 personnes à bord, dont deux bébés »

Page 17

## Du déséquilibre à la banqueroute totale des partis politiques !

Par Berthony Dupont

Tout pays vit à l'image de ses partis politiques. Quand les partis sont organisés et forts, nous pouvons facilement le constater dans le fonctionnement quotidien d'un pays ; vu qu'il n'y a pas de pays sans partis politiques et de partis politiques sans pays. Le rôle essentiel d'un parti politique est de participer à l'animation de la vie politique. La force politique économique et sociale d'un pays passe pour être la résultante de ses partis politiques et l'une des tâches fondamentales d'un parti est l'aiguillage de la lutte des classes.

Tout récemment, on critiquait certains parlementaires de la 49ème législature pour leur tempérament de tapis, leur caractère plat. Certains d'entr'eux rampaient pour acquérir une quelconque faveur au niveau de l'Etat sans se soucier d'aucune éthique. Agissant de la sorte, ils ne font que reproduire les idéaux des partis qui les ont désignés à leur poste. La politique d'un pays est le reflet de ses partis ; vu que les partis sont les seuls vrais responsables politiques de n'importe quel pays.

Or, en Haïti, il est rare de trouver un élu qui reste attaché à son parti indéfiniment, à moins qu'il n'en soit le propriétaire ou un membre influent de cette boîte. Les élus haïtiens n'ont aucun respect pour leur parti, et qui pis est le parti n'a aucune influence sur ses membres, une fois élu. C'est la débandade totale au sein des partis qui déjà sont sans aucune vision, sans aucun principe, sans aucune éthique ; de sorte qu'il est tout naturel qu'on ne peut s'attendre à aucun miracle de leur part ; de là Haïti ne peut que continuer de vivre à l'image des médiocres partis politiques qui y pullulent.

Beaucoup de gens se montrent étonnés de la quantité de partis, plateformes et regroupements politiques qui se sont inscrits au local du Conseil Electoral Provisoire pour participer aux prochaines joutes électorales de Martelly et d'Evans Paul ; soit 192 au total. Pourtant, il n'y a rien de nouveau sous le soleil d'Haïti, si ce n'est simplement que le déséquilibre qui s'accroît beaucoup plus. Il est un fait certain qu'en Haïti depuis un certain temps, élection signifie emploi. Dès que les élections sont déclarées tout le monde cherche une quelconque opportunité, soit au CEP, soit dans un BED ou un BEC, soit comme candidat à tout autre poste électif ; et voilà !

Bien souvent, le critère qui force quelqu'un à adhérer à un parti, n'est pas toujours politique ; il s'agit de trouver du boulot afin de soutenir de l'argent, user de pouvoir et d'influence. C'est la raison pour laquelle les partis au pouvoir ont toujours eu beaucoup plus de membres que les autres ; car ces adhérents savent qu'ils seront sélectionnés sans problème lors des mascarades électorales. Parfois certains partis sont populaires et pourtant coupés des masses. Triste constat !

Dans bien des cas, quand un parti ne choisit pas quelqu'un comme candidat, ce dernier va faire feu de tout bois pour se présenter coûte que coûte aux élections à ses dépens. Certains vont jusqu'à se faire enregistrer soit comme indépendants soit en

prenant un autre parti comme chapeau légal ; sans tenir compte des différences idéologiques. Il suffit de se présenter au concours électoral comme à un concours d'emploi pour ne pas perdre l'opportunité de cette chance qui passe.

Un vrai parti politique, dans le sens institutionnel et scientifique du terme, nous n'en avons pas encore en Haïti ; et c'est là une des plus grandes faiblesses du pays. Vu qu'un parti doit être un ensemble, une unité qui agit pour le besoin d'une collectivité. Donc, il nous faut des partis d'avant-garde d'ouvriers, de paysans, d'étudiants et de chômeurs armés d'une idéologie claire qui mènera à une rupture complète avec les structures, les méthodes et la mentalité du système social en cours pour le transformer dans la construction d'une démocratie populaire. Et c'est le rêve combien grand de la Coordination Dessalines (KOD) ; c'est pour cette raison également que ce parti n'est pas dans cette liste de la honte qui offre une façade démocratique à Martelly pour sa résurrection politique.

En vérité, présentement, les partis de l'opposition n'ont aucun point de rupture avec le régime de Martelly-Paul ou le système en place. Il n'y a rien dans leurs agissements qui les différencie du gouvernement. Bien souvent, c'est la continuité logique du pouvoir en place qu'ils essaient d'assurer. Une continuité inscrite dans la pratique des conceptions et des objectifs sociaux en cours. Ce que nous constatons, malheureusement, c'est la trahison des aspirations populaires. Tous ces partis se confondent en de vrais commanditaires commerciaux, propriété privée d'un gros potentat politique ou économique cherchant toujours à manipuler les choses en sa faveur. Ainsi, au lieu de transformer la faiblesse en force, ils transforment la force en faiblesse, se leurrant qu'ils vont déchoquer Martelly aux élections. Quelle sottise naïveté ! Même quand Martelly laisserait le pouvoir en 2016, ce qui compte, c'est la continuité de la politique des deux derniers coups d'État qui sera assurée avec l'appui des puissances tutrices et leurs bras armés la Minustah.

Selon toute vraisemblance, ces partis ne fonctionnant qu'avec des opportunistes ne visent simplement et seulement que des actions électoralistes. En Haïti, à l'exception des partis révolutionnaires, anti-impérialistes, la majorité des partis politiques pour ne pas dire tous sont de cet acabit. C'est dans cette alternative qu'ils sont pour les puissances impérialistes de véritables outils de travail, des courroies de transmission pour faire passer aisément les stratégies nécessaires au maintien de la domination impériale.

Les organisations populaires conséquentes ne doivent pas lâcher du lest. Ces partis finiront par disparaître. De nouvelles mobilisations sont à imposer de sorte que le mouvement populaire ne se fourvoie dans une impasse. Nous devons continuer à concevoir, organiser et entreprendre des actions unitaires autour d'objectifs concrets afin d'en finir avec un système vicié, aujourd'hui représenté par un régime de mercenaires et de trafiquants.

Face à cette banqueroute totale des partis politiques, le cours de l'histoire est irréversible !

1583 Albany Ave  
Brooklyn, NY 11210  
Tel: 718-421-0162  
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud  
Port-au-Prince, Haïti  
Tél: 509-3407-0761  
Responsable:  
Yves Pierre-Louis

Email :  
editor@haitiliberte.com

Website :  
www.haitiliberte.com

**DIRECTEUR**  
Berthony Dupont

**EDITEUR**  
Dr. Frantz Latour

**RÉDACTION**  
Berthony Dupont  
Wiener Kerns Fleurimond  
Kim Ives  
Fanfan Latour  
Guy Roumer

**CORRESPONDANTS EN HAÏTI**  
Daniel Tercier  
Oxygène David

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant  
J. Fatal Piard  
Catherine Charlemagne  
Pierre L. Florestal  
Yves Camille  
Didier Leblanc  
Jacques Elie Leblanc  
Roger Leduc  
Joël Léon  
Claudiel C. Loiseau  
Anthony Mompérouse  
Dr. Antoine Fritz Pierre  
Jackson Rateau  
Eddy Toussaint  
Ray Laforest  
Edmond Bertin

**ADMINISTRATION**  
Marie Laurette Numa  
Jean Bertrand Laurent

**DISTRIBUTION: CANADA**  
Pierre Jeudy  
(514) 727-6996

**DISTRIBUTION: MIAMI**  
Pierre Baptiste  
(786) 262-4457

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**  
Mevlana Media Solutions Inc.  
647-499-6008  
computertrusting@gmail.com

**WEBMASTER**  
Frantz Merise  
frantzmerise.com

### Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210  
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_

Etat/Pays: \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_

Tél: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

### Modalités de paiement

Montant : \$ \_\_\_\_\_

Chèque  Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Code de sécurité : \_\_\_\_\_

### Tarifs d'abonnements

#### Etats-Unis

**Première Classe**  
 \$100 pour un an  
 \$50 pour six mois

#### Canada

\$125 pour un an  
 \$65 pour six mois

#### Europe

\$150 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Afrique

\$150 pour un an  
 \$85 pour six mois

## Haiti, chronique d'une crise électorale (45)

### Le CEP impose son Calendrier !

Par Catherine Charlemagne

Dans le cadre de l'accord politique du 11 janvier 2015, le processus électoral se concrétise petit à petit même de manière unilatérale de la part des dirigeants du Conseil Electoral Provisoire (CEP). En tout cas, la plupart des acteurs politiques paraissent déterminés, cette fois-ci, à aller de l'avant même quand le comportement du CEP de Pierre-Louis Opont incite à la prudence. Mais en dehors même de cet Accord, c'est à l'application du plan de sortie de crise mis en place par la Commission présidentielle Consultative de décembre 2014 qu'on assiste. Avec difficultés certes, mais l'espoir d'aboutir à des élections au cours de cette année 2015 demeure. Le retard pris à l'allumage du moteur est d'autant plus compréhensible qu'il y a quelques mois encore l'on était à des années lumières d'un rapprochement entre l'opposition modérée et le Président Michel Martelly.

Quant aux plus radicaux, si jusqu'à maintenant certains d'entre eux campent sur leur position, l'on sent tout de même l'amorce d'une certaine souplesse. Pas plus tard que le mardi 10 mars 2015, l'ex-sénateur Moïse Jean-Charles, Président de la Plateforme *Pitit Desalin* laissait entendre que son or-

ganisation politique n'écarte plus l'idée d'aller aux élections. « La Plateforme *Pitit Desalin* se prépare sur tout le territoire à participer aux élections » lâchait l'un des plus radicaux des opposants au pouvoir Tèt Kale. Selon certains observateurs, Moïse Jean-Charles commence à desserrer l'étau autour de la nébuleuse de l'opposition radicale et ouvre une brèche vers les élections. Entre-temps, toujours selon les recommandations de la Commission consultative, le jeudi 5 mars 2015, un nouveau Président de la Cour de cassation a été nommé, il s'agit du Me Jules Cantave, 33 ans, pour succéder à l'énigmatique et très controversé Président Anel Alexis Joseph démissionnaire.

En prenant la tête de la Cour de cassation, ce haut magistrat devient du coup Président de la Cour Supérieure du Pouvoir Judiciaire (CSPJ). Il est appelé à mettre de l'ordre dans l'institution judiciaire qui, durant la période de Anel Alexis Joseph, a perdu tout son crédit. Mis à part le changement dans l'appareil judiciaire enregistré il y a deux semaines et l'assouplissement perceptible remarqué au niveau de l'opposition radicale, l'événement attendu était plutôt à l'hôtel Karibe Convention Center le mercredi 11 mars 2015. En effet, le Conseil Electoral Provisoire (CEP), comme annoncé, avait

donné rendez-vous à tous les partis politiques et les futurs candidats à venir assister à la présentation du calendrier électoral. Attendu depuis quelques semaines suite à la publication officielle du Décret électoral, ce calendrier faisait l'objet de bien des débats avant même qu'il soit rendu public.

Surtout, il n'y a pas si longtemps, le Président du CEP, Pierre-Louis Opont, en voulant tester les responsables politiques, avait annoncé un calendrier sans consulter personne ou du moins sans discuter avec les partis politiques. Ce ballon d'essai avait suscité un tollé dans le milieu et contraint le CEP à faire machine arrière. Cette fois, les Conseillers électoraux avaient pris leur précaution. Durant les jours qui ont précédé cette rencontre, ils ont fait circuler de manière délibérée beaucoup d'informations sur ce calendrier qu'ils prétendaient être « provisoire », histoire d'attirer l'attention des leaders politiques. Ainsi plus de 300 représentants de partis, de regroupements de partis et des membres de la Société civile avaient répondu à l'invitation. Signe que le travail de communication avait très bien fonctionné et démontre aussi l'intérêt que beaucoup de monde portent aux futurs scrutins. Des chefs de partis motivés faisaient le déplacement dans le but précis de pousser le CEP à corriger sa copie puisque des points dans le calendrier soulevaient quelques problèmes. D'autres étaient présents pour régler leurs comptes avec des futurs adversaires. Sans oublier ceux qui prétendaient être les propriétaires légitimes de telles ou telles formations politiques.

A l'exemple de la bagarre qui a eu lieu entre les dirigeants de l'organisation politique Konfyans (Confiance) et l'ancien ministre de la Communication Rudy Hériveaux, devenu depuis la formation du gouvernement de consensus l'une des « Têtes de Turcs » de la République pour n'avoir pas été reconduit dans ses fonctions. D'autres considèrent même l'ancien sénateur Lavalas comme un des « Cafards politiques » du pays après sa mise à pied par l'équipe Tèt Kale. Il a fallu faire entrer la police nationale dans la salle de Conférence pour temporiser les frères ennemis qui ont failli en venir aux mains. Les responsables du parti Konfyans ont déclaré ne pas reconnaître à Rudy Hériveaux le droit de prendre la parole au nom du parti. Pour eux, celui-ci ne fait plus partie de cette formation ; vu qu'il avait été exclu dudit parti après qu'il ait accepté un strapontin dans le gouvernement de Laurent Lamothe. En marge de ce



Une série de scrutins qui devrait tenir le pays en haleine pendant au moins 5 à 6 mois.

pugilat entre les membres de Konfyans, plusieurs dirigeants d'autres partis et de plateformes politiques avaient eux laissés la salle.

Ils estimaient que ce rassemblement était une plaisanterie. Selon ces chefs de partis, il y avait trop de monde présent. Par conséquent, rien de sérieux ne pourrait sortir de cette discussion. D'après eux, tout paraissait bouclé d'avance. Finalement, la fin de l'histoire leur a donné raison puisque le CEP n'a tenu compte d'aucune remarque des participants. Enfin, ne tenant compte des incidents susmentionnés, le Président Pierre-Louis Opont et son Vice-Président Pierre Manigat Junior ont déroulé le calendrier électoral qui, le moins que l'on puisse dire, n'a satisfait aucun des représentants des partis politiques présents. Sauf sur un point, celui que tous les scrutins aient lieu cette année 2015. Mais ce point avait déjà fait l'unanimité lors du ballon d'essai qu'avait lancé le CEP le mois dernier. Les désaccords sont multiples. Mais les plus critiqués et les plus redoutés par les responsables des partis et les futurs candidats demeurent l'étalement des scrutins.

C'est-à-dire les différentes dates pour organiser les élections. Et surtout, les problèmes relatifs à certains Bureaux Electoraux Départementaux (BED) et Communaux (BEC) qui, selon les leaders politiques, ne sont pas viables dans la mesure où les équipes précédentes avaient favorisé le copinage politique sur les compétences. Si les Conseillers électoraux ont apporté quelques modifications dans le document présenté le mercredi 11 mars par

rapport à la première monture du mois dernier, apparemment l'organisme électoral tient absolument à un cycle d'élections. Selon le calendrier du CEP, il devrait avoir au moins un scrutin en trois étapes. Les électeurs devraient se rendre aux urnes le 9 août 2015 pour le premier tour des élections législatives. En spécifiant des élections pour 20 sénateurs et 118 députés. En fait 119. Puisque un nouveau décret présidentiel vient de départager les circonscriptions de Cerca-La-Source et de Thomassique. Les Conseillers électoraux prévoient en revanche trois opérations électorales pour le 25 octobre 2015.

Le second tour des législatives d'une part et d'autre part le premier tour de l'élection présidentielle en plus le scrutin pour élire les collectivités territoriales, c'est-à-dire, les Maires, les Casecs, les Asecs et les Délégués de ville. Enfin, selon le calendrier présenté par le CEP, le second tour de l'élection pour le Président de la République étant prévu pour le 27 décembre 2015 s'il y a lieu. Une série de scrutins qui devrait tenir le pays en haleine pendant au moins 5 à 6 mois. Déjà certains en Haïti et dans la diaspora se demandent comment les autorités électorales et même le gouvernement comptent s'y prendre pour organiser un scrutin deux jours seulement après les fêtes de Noël. Alors même que pendant toute cette période de fêtes de fin d'année logiquement, personne ne sera vraiment disponible. On sait qu'en Haïti, comme pratiquement partout dans le monde, entre le 22 et le 31 décembre, il est très difficile d'entreprendre des activités politiques. Puisque c'est une période de trêve politique et sociale afin de permettre à la population de rester en famille. Sortis de cette parenthèse, les responsables du CEP prévoient la période d'inscription pour les postes de sénateurs et députés du 6 au 19 avril 2015.

Pour les maires et les autres pouvoirs locaux l'inscription est prévue du 4 au 24 mai 2015. Tandis que, pour le poste de Président de la République, les prétendants sont invités à déposer leur candidature du 11 au 20 mai 2015. En revanche, les formations ou partis politiques devaient obligatoirement s'inscrire pour ces élections du 16 au 20 mars. A savoir qu'au moment où le CEP annonce ce calendrier, 108 partis politiques avaient déjà été inscrits pour leur participation aux prochaines élections. Finalement ce sont 192 partis ou regroupement politiques au total qui ont rempli les formulaires d'inscription selon l'organisme électoral. Après cette ribambelle de dates et de débats intenses qui s'ensuivirent, les intéressés se sont penchés sur la question des BED et BEC qui, selon tous les acteurs sans distinction et non des moindres, restent très problématiques puisque une partie de ces entités électorales est très

Suite à la page (13)

## Avis

**PAR CES MOTIFS :** Le Tribunal après examens sur les conclusions du ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée. Pour le profit déclare fondée la dite action ; admet en conséquence le divorce de la dame Chantal BRUNY d'avec son époux Jean CHRISPIN pour injures graves et publiques ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ; ordonne à l'Officier de l'Etat civil de la commune de Pointe-à-Raquettes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers, s'il y échet ; commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce Tribunal, pour la signification de ce jugement compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me. Jacques Hermon Constant, juge en audience civile et publique en date du vingt-quatre Octobre deux mille treize, en présence de Me. Jean Claude Dabrezil, Substitut du Commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Joseph Pierre-Louis.

Il est ordonné etc.  
En foi de quoi etc.  
Lormeau Maxau  
Officier d'Etat Civil

## AVIS

**PAR CES POTFS,** Le Tribunal après examen sur les conclusions du ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit, déclare fondée la dite action ; admet en conséquence le divorce du sieur : Raymond GABRIEL d'avec son épouse née Roselène MEZADIEU pour incompatibilité de caractère; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ; ordonne à l'Officier de l'Etat civil de la commune de Pointe-à-Raquettes de faire transcrire sur les registres, à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce Tribunal, pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Jacques Hermon Constant, juge en audience civile et publique en date du vingt-quatre Octobre deux mille treize, en présence de Me. Jean Claude Dabrezil, Substitut du Commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Joseph Pierre-Louis.

Il est ordonné etc.  
En foi de quoi etc.

## AVIS

**PAR CES MOTIFS,** Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, se déclare compétent pour connaître ce litige, déclare l'action recevable dans la forme, juste et fondée au fond, maintient le défaut octroyé à la barre, dire que l'opposition est légale, mais non fondée en fait, ordonne la continuation de l'opération d'arpentage, condamne les défaillants à vingt mille gourdes de dommages et intérêts, au frais et dépens de la procédure ; commet enfin l'huissier Therinor Fils pour la signification de cette décision. Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me. Lenor Orientus, Juge et le sieur William Destin, Greffier en audience Publique en ses attributions civiles de ce vendredi 1er Août 2014, an 211e de l'indépendance.

Il est ordonné etc...  
En foi de quoi etc...  
Me. William Destin  
Greffier

# La corruption est-elle devenue une affaire d'Etat ?

Par Isabelle L. Papillon

De même que le kidnapping, le trafic de la drogue, la violence dans les quartiers populaires, l'impunité, la corruption est devenue une affaire d'Etat sous la férule du pouvoir de facto tèt-kale-macouto-GNBiste de Martelly-Paul. Depuis l'arrivée de Sweet-Micky à la première magistrature de la première nation nègre du monde, en mai 2011 à la faveur de la communauté internationale, un environnement favorable au kidnapping contre rançon: trafic de stupéfiants, corruption, abus de pouvoir et impunité, a été largement créé au point que nul n'est épargné.

Les institutions telles que : la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSC/CA), l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC), l'Unité Centrale de Renseignements Financiers (UCREF) et la Com-

mission Nationale des Marchés Publics (CNMP), chargées de combattre la corruption seraient-elles, elle-mêmes, impliquées jusqu'au cou dans ce phénomène qui gangrène les autres institutions étatiques ? Le Parlement, qui est chargé du contrôle des pouvoirs et des institutions est actuellement dysfonctionnel, faute de réalisation des élections. A la manière des autres institutions, même quand il n'était pas exempt de la corruption, son absence laisse le champ beaucoup plus libre à la corruption étatique.

Depuis plus de 50 ans, la CSC/CA, la plus haute instance chargée du contrôle administratif et juridictionnel des recettes et des dépenses de l'Etat, de la vérification de la comptabilité publique ainsi que de celle des Collectivités Territoriales n'a rendu que très peu d'Arrêt de débet. En dépit des scandales qui ont éclaté au vu et au de su de tous, dans les administrations publiques, alors que

la Cour donne quitus aux anciens responsables réputés corrompus. C'est la raison pour laquelle, le pouvoir tèt-kale cherchait par tous les moyens à avoir le contrôle de la Cour. Rappelons, l'année dernière la lutte que menaient certains sénateurs du groupe des 6 pour avoir la publication et la promulgation de la liste des 10 conseillers de la Cour dans le Journal Officiel Le Moniteur et qui furent installés dans leur fonction.

Un an plus tard, c'est au sein même de cette Cour qu'un scandale de corruption avérée a éclaté au grand jour: scandale de corruption, de détournement de fonds de trente-sept millions cinq cent mille gourdes (37, 500,000.00 G) qui seraient destinés à l'achat des matériels de bureaux et d'informatiques au cours de l'exercice fiscal 2012-2013. A date, ces matériels n'ont jamais été délivrés aux différents services de la cour. Voici donc la liste des matériels ainsi que leurs prix.

Date de la commande à crédit	Matériels	Date de réception de la commune	Date de livraison de la commande	Prix de la commande (en G)
2 Novembre 2012	36 chaises 6 classeurs 26 fauteuils 8 bureaux	8 Novembre 2012	30 Novembre 2012	3.085.200
11 Janvier 2013	42 chaises 2 classeurs 17 bureaux	11 Janvier 2013	15 Janvier 2013	2.886.400
28 février 2013	60 chaises 18 bureaux 20 classeurs	4 Mars 2013	28 février 2013	4.400.000
2 Mars 2013	12 ordinateurs complets 12 imprimantes 12 flash driver USB 16 GB Logiciels	-	-	-
1er Avril 2013	28 bureaux 104 chaises 12 tables 8 séparateurs 8 fauteuils	1er Avril 2014	2 Avril 2013	7.118.500
2 Mai 2013	36 chaises 10 bureaux 2 classeurs	2 Mai 2013	6 Mai 2013	2.085.600

De plus, la CSC/CA a acheté de Professional Services and Decor, au moins les matériels suivants :

- Cinquante-sept (57) ordina-

teurs  
• Cinquante-six (56) imprimantes  
• Huit (8) appareils d'empreinte

digitale  
• Quarante-deux (42) Flash Drive USB 16 GB  
• Des Antivirus

Date de la commande à crédit	Matériels	Date de réception de la commande	Date de livraison de la commande	Prix de la commande
30 Octobre 2012	10 ordinateurs 10 imprimantes 5 antivirus 10 Flash Drive USB 16 GB 5 appareils d'empreinte digitale	30 Octobre 2012	5 Novembre 2012	29.55.500
29 Novembre 2012	16 sénateurs 16 imprimantes 14 USB	29 Novembre 2012	3 Décembre 2012	-
21 Janvier 2013	12 ordinateurs 12 imprimantes 12 Flash Drive USB	21 Janvier 2013	23 Janvier 2013	2.681.400
7 Mars 2013	7 ordinateurs 6 imprimantes 6 Flash Drive USB 12 ordinateurs	7 Mars 2013	11 Mars 2013 25 Mars 2013	1.477.700 3.074.400
-	12 imprimantes 3 appareils d'empreintes digitales	-	-	-

La présidente d'alors de cette Cour, Nonie H. Mathieu serait la principale responsable de cette vaste opéra-

tion de corruption. Après enquête, l'actuel président de la CSC/CA Fritz Robert Saint-Paul, par correspondance

en date du 4 mars 2015, saisit le Parquet de Port-au-Prince pour les suites



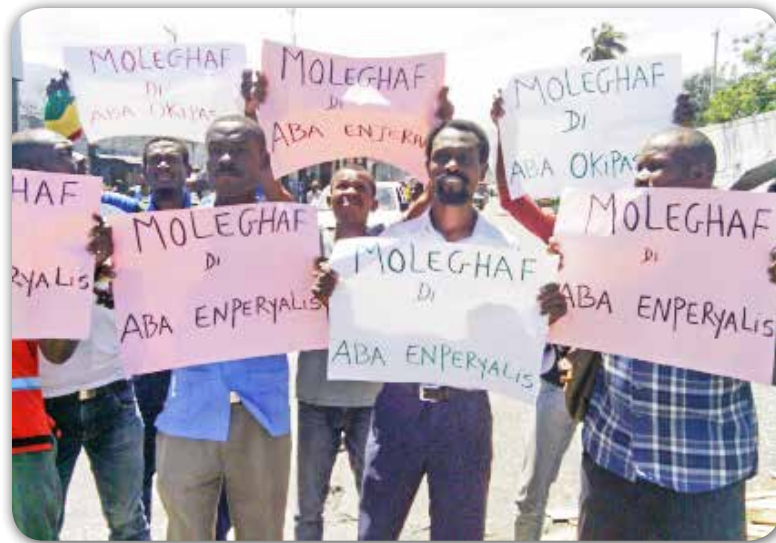
Le bâtiment de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSC/CA),



Le juge Nonie H. Mathieu

nécessaires. Dans un rapport rendu public, titré : « CSC/CA-Corruption », le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) exige la démission et la mise en examen de l'ex-présidente

# Appel : Pas d'élections sous occupation ! Dehors Martelly ! Dehors la Minustah !



Protestation de Moleghaf contre l'occupation du pays

## Pas d'élections libres et démocratiques sous l'occupation militaire !

[Ndir]. C'est déjà fait. Quelque 192 partis et plateformes politiques se sont empressés de rejoindre « la ruée vers l'or électoral » à l'appel de Martelly dont le « porte-mensonge » Lucien Jura a lancé que « la présidence veut que tous les acteurs montent, y compris ceux de l'Opposition, à bord du train électoral qui est définitivement en marche. » Ces moutons de Panurge, ces assoiffés de pouvoir et d'influence ont honteusement accepté de se présenter à la grande farce électorale sous la houlette d'un CEP corupcion, lui-même opérant à l'ombre de la MINUSTAH. Heureusement, des patriotes progressistes ne se sont pas laissés prendre au jeu macabre de l'impérialisme et de ses valets. Eux ont eu le courage de crier haut et fort : « Dehors Martelly ! Dehors la Minustah ! »

Depuis le 12 janvier 2015 l'Assemblée Nationale ne correspond à aucune réalité, son mandat est échu. Il y a un vide de pouvoir, le fonctionnement des assemblées est suspendu et le président Martelly, président fantoche, est face à la rue avec comme principal soutien la MINUSTAH, c'est-à-dire l'impérialisme US et ses acolytes (dont certains cherchent à sortir de cette situation), ce qui est partie constitutive de la crise générale ouverte, produit de la mobilisation des masses haïtiennes.

Chacun le constate : l'occupation enfonce chaque jour davantage le pays dans le chaos.

Notre peuple subit mille souffrances : surexploitation du travail, maladie, chômage de masse, violence, notre jeunesse se trouve sans avenir. Face à cela notre peuple, la jeunesse, les travailleurs manifestent chaque jour depuis des années pour exiger : **le départ de Martelly et le retrait immédiat de la MINUSTAH.**

Tant que durera l'occupation mil-

itaire étrangère, tant que les troupes de l'ONU piétineront le sol haïtien, aucune solution favorable au peuple haïtien ne saurait émerger. Pire le pays se dirige tout droit vers l'abîme.

Nous dénonçons toute légitimité à l'occupation militaire étrangère. Nous



Nous demandons le départ du pays les forces occupantes de la Minustah

dénonçons toute légitimité au président fantoche marionnette des puissances étrangères sous la houlette du gouvernement américain.

L'occupation étrangère, c'est la poursuite du pillage du pays, c'est la violation de la souveraineté de la nation haïtienne.

L'occupation suce le sang des Haïtiens en détruisant l'économie du pays.

Le maintien de Martelly et de la MINUSTAH c'est la perpétuation de la violence comme nous l'avons encore vu récemment contre les manifestants de la part des supplétifs qui s'accrochent à l'actuelle situation et aux privilèges dont ils tirent parti.

Quiconque se réclame de la démocratie, de la souveraineté de la nation, ne saurait accepter le maintien de Martelly et de la MINUSTAH qui le protège.

L'occupation c'est la violence, le malheur, l'humiliation.

Seul le départ de Martelly et de la MINUSTAH peut créer les conditions pour des élections libres et ouvrir la

Suite à la page (18)

Me. Nonie H. Mathieu », « La démission de Me. Nonie H. Mathieu de son poste de conseillère à la CSC/CA ; La mise en examen de Me. Nonie H. Mathieu et de ses complices dont notamment les responsables des entreprises America Supplies Distribution (ASD) représentée par Marie Yolène Mertyl et Professional Services and Decor représentée par Ruth F. Hyppolite ;

L'adoption de mesures provisoires comme l'apposition de scellés, la mise sous séquestre et le blocage des comptes bancaires, etc. sur les biens de Me. Nonie H. Mathieu, sur les biens de ses complices et sur les biens de toutes personnes qui lui sont liées telles que son mari, son concubin, toutes personnes ayant vécu en union de fait avec elle.

La conduite d'une instruction criminelle par un magistrat crédible et

compétent afin de découvrir les dessous de cette affaire ;

L'Organisation d'un procès juste et équitable respectant les droits du peuple haïtien à la vérité et les droits des inculpés;

La prise de toutes les dispositions nécessaires pour permettre à l'Etat de récupérer le montant détourné et l'amende prévue par la loi, soit, au moins, cent cinquante millions (150.000.000) gourdes.

Une nouvelle analyse des dossiers de comptes de deniers publics analysés et traités sous la présidence de Nonie H. Mathieu ;

L'analyse, par l'UCREF, sur les dix (10) dernières années, des comptes bancaires de Me. Nonie H. Mathieu et des comptes bancaires des personnes qui lui sont liées ; La publication du rapport y relatif.

## La ruée vers l'or

Par Fanfan la Tulipe

En 1839, John Sutter, un homme ambitieux immigré du village de Kanderin en Allemagne décide de fonder un empire agricole sur les collines fertiles qui entourent la vallée de Sacramento en Californie. Il a comme grand projet de développer une minoterie afin de pouvoir subvenir aux besoins alimentaires des gens qui viennent s'établir à l'ouest des États-Unis. Dans cette perspective, il confie au dénommé James Marshall, un touche-à-tout itinérant, la construction d'une scierie. Tout à la besogne, le matin du 24 janvier 1848, accidentellement, ce Marshall observe une fente au sol dans laquelle il remarque un morceau d'or. Il le saisit et court le montrer à son patron.

Sutter décide de garder secrète la découverte jusqu'à ce que l'un de ses ouvriers s'arrête en ville prendre un verre, sans argent sur lui. L'homme fouille sa poche et en sort une pépite jaune trouvée dans un ruisseau, il la pose bruyamment sur le comptoir. «Voilà de l'argent, c'est de l'or», déclare-t-il. Et dès lors *lekòl lage*, car les gens allaient affluer de partout. C'était la chance de s'enrichir grâce à l'or. Un fonctionnaire espagnol à Monterey observait: « Les fermiers ont laissé de côté leurs charrues, les avocats leurs dossiers, les médecins leurs pilules, les prêtres leurs missels et tous se sont maintenant mis à creuser pour de l'or.» Ce fut alors la ruée vers l'or.

La ruée vers le beau métal jaune en Californie ne fut pas la seule aux États-Unis. Un peu plus d'une dizaine d'années auparavant, Auraria fut un site d'exploitation aurifère découvert en 1827, sur la façade ouest des *Appalaches*, en Géorgie. Ailleurs, d'autres assoiffés du «métal au pur reflet jaune» ont tenté leur chance : la ruée vers l'or dans l'État de Victoria (ou la Victorie) en Australie, entre 1851 et la fin des années 1860 ; celle du canyon du Fraser en 1858, en Colombie-Britannique ; plusieurs ruées vers l'or ont eu lieu au Transvaal (Afrique du Sud), entre 1873 et 1886.

La ruée vers l'or dans la région du Klondike fut une frénétique course échevelée vers le métal par excellence. Elle s'accompagna d'une importante immigration, attirant jusqu'à 100.000 personnes dans la région de Dawson City, dans le Yukon au Canada. Depuis 2010, c'est au tour du Sénégal oriental, plus précisément au village de Diabougou, de connaître une ruée vers l'or. La direction des mines estime à 300 tonnes la quantité d'or dans le sous-sol sénégalais. Mais il n'y a pas que les mineurs là-bas, car là où il y a de l'argent (et surtout de l'or), il y a souvent la prostitution et, aussi, la ruée vers le sexe. La région de Diabougou est une des zones du VIH est le plus fort, 1,7%, contre 0,7% dans le reste du pays et 1,3% dans les zones aurifères, selon les ONG et le gouvernement.

Maintenant venons-en au vrai propos de ce texte. Depuis le décret électoral du président Martelly appelant le peuple dans ses comices et depuis l'appel du CEP dès le 16 Mars à l'inscription des partis et regroupements politiques, selon un calendrier adopté unilatéralement par les Conseillers électoraux, on a assisté à une course folle, quasi démente, forcenée, éfrénée, déchainée, enragée, vers les élections, une curée, une ruée vers l'or des élections. D'autant que personne ne se soucie de la res publica, personne ne se soucie du bien public. Les élections «libres, crédibles, démocratiques honnêtes,

inclusives» sont la meilleure façon de s'enrichir rapidement, à bon compte et sans risques.

Martelly et son compère Lamothe ont tracé le «bon» exemple de comment vider les caisses de l'État. Le premier ne s'est pas gêné pour accepter de honteux et scandaleux pots-de-vin d'un sénateur dominicain maffieux. Les acolytes et sous-fifres de celui-là ont montré comment habilement on peut faire «s'évaporer»



**Le croupionneux Pierre-Louis Opont, l'alter ego du croupionnard Gaillot Dorsinvil en 2010-2011.**

quatre millions de dollars envoyés par l'Uruguay à titre de dédommagement pour crimes commis à l'endroit de nos compatriotes. La ruée vers l'or des élections, c'est finalement dans le but de «mieux» faire que Martelly et sa bande à voyoux pour *décherpiller* les maigres ressources de l'État.

C'est à qui saura faire montre de plus de dextérité, de plus d'habileté, de plus d'agilité, de plus de virtuosité, de plus d'ingéniosité, de plus de débrouillardise, de plus de roublardise, de plus de matoiserie, de plus de sournoiserie, pour saisir les parties les plus grasses de ce cochon *grimel* qu'est le pouvoir et s'empiffrer jusqu'à ce que des particules de couenne leur sortent par le nez, et dégoulinent de leur groin.

Le temps presse, il faut grappiller, dévorer, bouffer, empiffrer, s'empiffrer, se repaître le plus possible, le plus vite possible, le mieux possible. Surtout, il faut barrer la route de la mangeoire aux compétiteurs aussi voraces, aussi affamés, aussi inassouvis que soi. Hier dans «l'opposition», hier proposant une «troisième voie», hier jouant les irréductibles, les femmes vertueuses, les hommes intègres, les «opposants» courageux et déterminés, les hommes et femmes de principe, les citoyens honorables appelant à l'union, au sauvetage de la patrie, aujourd'hui des moutons de Panurge, des *kabrit lage nan savann*, des assoiffés de pouvoir, d'argent, «le suivant *kijès ki te la avan, antre*», *vin jwenn* Opont, dans cette ruée vers l'or des élections.

Pour ces messieurs et dames députés, sénateurs, président, maires, Asecs, Casecs et autres *kwèdèk*, la patrie c'est leur poche. La famille présidentielle, particulièrement leur *ti manman chéri*, leur a montré le chemin qui mène vers la corruption et l'enrichissement, alors prenons la route d'autant qu'elle est lumineuse de perspectives «dollarées». Alors, ils ont accouru se faire inscrire avec la ferme intention et volonté de patripocher, patripiller, patribouffer, patribrafrer *je fèmen*.

Et autour d'eux il y aura tout un essaim de mouches à venir se poser dans le sirop du président : ministres, directeurs de cabinet, secrétaires d'État, sous-secrétaires d'État, fifres, sous-fifres, conseillers, *tyoul*, gardes du corps, habitués de la drogue ou du kidnapping, profiteurs, roulibeurs, dappiyampeurs, secrétaires, «secrèteurs» de zizanie, de *zen*, de *hinghang*, tous hinghangant sans état d'âme. Ce qui compte avant tout c'est de bien se positionner, plonger tête baissée dans l'écuelle de toutes



**Des pépites d'or à Diabougou, Sénégal**

les combines rapportant de l'argent, même avec des babines dégoulinant de corruption.

Déjà, il y a un milliard de gourdes dont 500 millions pour le financement des partis politiques qui devrait être décaissé pour assurer l'organisation des élections au cours de cette année. C'est tout juste pour stimuler l'appétit des voraces. Il faut bien se mettre en piste de façon à «pister» le fric, dépister les caches de gourdes et de dollars, traquer le pognon, truquer les dés électoraux, s'approvisionner en bonne et due forme, s'en mettre plein les poches. Et la ruée vers l'or sera éfrénée d'autant que les élections concernent 20 sénateurs, 119 députés, 140 maires, 570 Conseils d'administration des sections communales (Casecs) et 570 Assemblées de sections communales (Asecs) et délégués de ville. À vos marques! Prêts? Ruez!

Remarquons que la crédibilité, l'honnêteté et «l'inclusivité» déclarées des élections ne sont que des mots, des paroles *dans l'air*, des subterfuges pour tromper ce qu'il en reste encore de naïfs et satisfaire la cynique communauté internationale. J'en veux pour preuve ces propos du rédacteur du *Nouvelliste*, Frantz Duval : «Personne n'est dupe qu'au sein de ce CEP comme dans la communauté internationale ou dans la société civile haïtienne, il y a des groupes d'intérêts, et ce CEP est largement à leur service, qui ne voit dans les élections qu'une façon de faire de l'argent.» Qui dit mieux ?

Plus loin, Duval poursuit, *san kache lonbril* : « On sait aussi que le CEP, la communauté internationale et la société civile haïtienne, plus que le pouvoir en place, sont prêts, comme à leur habitude, à trafiquer les résultats s'il le faut». Ce constat ne peut empêcher l'éditorialiste d'avancer : «Et pourtant, le CEP, la communauté internationale, la société civile sont indispensables à la réussite de bonnes élections [...] Vous voulez aller aux élections, mettez-vous dans la disposition d'esprit de celui qui accepte que la compétition peut être juste, honnête et inclusive mais pas moins cruelle.» Bonnes ? Compétition juste, honnête et inclusive ? Duval veut plaisanter.

Écoutez, lisons encore Duval : «De mauvaises élections ne seront au service de personne. Même les gagnants ne feront que se salir. Sauf si, encore une fois, la seule envie que se partagent les compétiteurs est de se retrouver autour de la table pour se goinfrer du gâteau. Et celle des organisateurs est d'enfoncer Haïti dans la crise pour qu'ils tirent sans peine les marrons du feu de notre décomposition comme État.» Mais diantre, que ne dénonce-t-il pas nommément les Clinton, les ambassades «amies», la MINUSTAH et ses directeurs civils et militaires ? Et après s'être regardé dans le miroir de l'intellectuel satisfait de ses cogitations, Duval conclut par un vœu pieux : «En 2015, Haïti a intérêt à stopper la machine de son autodestruction. Cela passera par un processus électoral où même les contestations devront prendre en compte les intérêts du pays.» Alléluia ! *Atelouya pou ayiti* !

Plutôt que de s'insurger contre ces élections *malatchonn* à venir, plutôt que de dénoncer vertement l'Exécutif qui a joué dans les coulisses pour concocter un CEP croupion avec à sa tête le croupionneux Pierre-Louis Opont, plutôt que de conseiller le boycott de cette chronique d'une fraude annoncée, Duval préfère ménager le chou et la chèvre, faire le jeu du pouvoir et des classes dominantes



**Joel Danies le numéro 2 du département d'État sur les questions haïtiennes. Qu'avait-il dans son sac ? En avril 2014, était-il venu pour corrompre des sénateurs ?**

et saluer le statu quo : «La politique en Haïti est de moins en moins une affaire de convictions, d'idées, d'idéologies, de programmes, de partis politiques. Nous faisons des coups, donnons des coups bas et naviguons à vue. Les électeurs le savent, s'en désolent et qui n'est pas convaincu que les élections, quoiqu'imparfaites, sont la façon la plus simple et la plus démocratique de renouveler le personnel politique.» Imparfaites sans doute, mais pas forcément frauduleuses, malsaines et immorales.

Voyons le pourquoi de cette ruée vers l'or des élections, en nous limitant seulement à la fonction de «député du peuple», mais en fait «député de ma poche». Si l'on en croit ce texte de Robenson Geffrard dans *Le Nouvelliste* : « Le salaire mensuel brut d'un député de la République est de 97 200 gourdes... des frais mensuels de l'ordre de 29 000 gourdes à 34 000 gourdes... [il] a droit chaque mois à 10 000 gourdes pour des cartes de téléphone et 25 000 gourdes pour son carburant ; pour sa deuxième résidence, le député reçoit d'autres frais de 400 000 à 500 000 gourdes l'an ; des frais pour le

fonctionnement du bureau de Monsieur le député [employant] trois à six employés avec un salaire compris entre 10 000 et 40 000 gourdes.» Et qui sait ce que Monsieur ou Madame reçoit pour *lafanmi* qui a aussi droit à *lavi* ?

Pour justifier son laxisme et son peu d'intérêt pour la nation, le député peut avoir deux consultants à sa disposition. « Ces consultants reçoivent entre 50 000 et 60 000 gourdes, il y en a qui reçoivent un peu [plus ?], cela dépend... », selon le député Cholzer Chancy. «Depuis la 48e législature, les députés reçoivent 20.000 dollars américains comme subvention pour l'achat d'un véhicule de son choix (sic) dont il est le seul propriétaire» (resic), rapporte Geffrard. Le mec reçoit 70 000 gourdes pour les fêtes champêtres de sa circonscription, « 600 dollars américains par jour comme per diem pour un voyage à l'étranger », selon le député Jean Tolbert Alexis. *Ala yon dyòb dous* !

Et j'ose dire que ce ne peut être que le sommet de l'iceberg, car toutes les fois que Lamothe (ou tel autre intermédiaire entre le pouvoir et les députés) allait au parlement, il avait toujours une valise bourrée de fric pour acheter les consciences. Quand ces messieurs et dames reçoivent la visite de Joel Danies ou de tel autre envoyé du Département d'État, de l'ambassadrice cinquantenaire étoilée, de prospecteurs de mines, de concessionnaires de voitures, de filous en col blanc ou rose, d'agents du «laboratoire» déguisés en hommes d'affaires, qui sait de quel magot ces *senkyèm kolòn* sont porteurs pour coopter les *akrèk* et faire chanter les patripoches et autres vendus siégeant au parlement ? Personne ne sait, sauf les intéressés. Dès lors, comment ne pas comprendre cette ruée vers l'or des élections ?

Tous les partis, plateformes, hommes et femmes politiques ont déjà fini de se ruer vers les bureaux du CEP pour l'inscription à leur droit imprescriptible de recevoir leur *kwi* bien rempli, oui, 500 millions de gourdes à grappiller ce n'est pas rien, en attendant d'accéder à l'État pour en faire leurs choux gras. Le jeu force à couper et il y aura toujours des «coupeurs» pour se bousculer au portillon des élections. Je vous assure que la ruée vers l'or des élections a encore de beaux jours devant elle. En attendant, prenez vos petites chaises basses, et asseyez-vous car le spectacle *p ap bo ni joli*.

## GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269  
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226  
(between Clarendon Rd & Avenue D)

## CHERY'S BROKERAGE

## JE WÈ BOUCH PE

Se pase m t ap pase  
M wè tout moun an ran  
Y ap danse y ap ponpe  
Mande sa ki genyen  
Se vote yo t ap vote

Se pase m t ap pase  
Mwen wè tout moun an san  
Y ap fè lesefrape

Mande sa ki genyen  
Konstitisyon an yo t ap chire

Se pase m t ap panse  
M wè tout moun an blan  
Tèt bese dlo nan je  
Lè m mande sa ki genyen  
Yo di mwen: Se tou w n ap fouye

Guy-Gérald Ménard

## Kanaval Elektoral !

Etan peyi a chifonnen  
Ap trennen tralalap  
Zèl sapat lamizè l  
Chalè kanpay elektoral  
Fè lavil la cho  
Pase lafyèv fendane.

Etan peyi a chifonnen  
Ap trennen tralalap  
Zèl sapat lamizè l  
Nan mitan rèl ak anmwel!  
Nan kalfou dekonstonbre !  
Tanbou eleksyon frape  
Tout politichan pran danse  
Tout politichan antre nan won  
Tout bann pichon madichon  
Bann sendenden sanmanman  
Bann kidnape atoufè blofe  
Bann granmanjè  
Bann chat mawon  
Bann chendepye  
Bann kazwèl  
Bann koken meriken reken  
Tout kalte madigra  
Madigra malmaske  
Madigra woulemdebò  
Tout kalte vakabon  
Vakabon abiye  
Degize yo an pakonprann  
Degize yo an chaloska  
Brezo tout koulè  
Kandida kolabo  
Kandida marengwen  
Kandida pakapala  
Kandida delala tralala  
Kandida kaletèt  
Kandida pyemayas  
Kandida devandèyè  
Yon bann bigay  
De men anlè  
De je fèmen  
Y ap vanse  
Y ap gouye  
Y ap danse  
Mizik pou antere Ayiti !

Yon peyi  
Awousa entènasyon  
Anvayi  
Ap kokobe  
Pou l pa janm leve mache

Pou l pa janm leve kanpe  
Yon peyi konsa  
Mafya entènasyon  
Okipe !  
Ouvriye sou po dèyè !  
Atousa !  
Kandida yo pa wont  
Yo tonbe fè pwovizyon  
Yo tonbe fè pwonmès  
Yo tonbe bay manti  
Paspala  
Fè kredi  
Pou yo peye  
Aprè eleksyon!

Eleksyon Okipasyon  
Yon tèt koulèv nou dwe kraze !  
Eleksyon boul bòlèt  
Yon boul malachong  
Nou pa dwe jwe !  
You randevou  
Malis bay Bouki  
Pou vann lapatri

Pa koute yo  
Mezanmi  
Kandida mòt sezon yo  
Pentire tèt yo an jistis  
Badijonnen kò yo lasalin  
An desalin  
Pou yo pete pèp!

Pa koute yo mezanmi  
Se nan mitan lari  
Lè moun gaye nan lari  
Yon milyonven moun  
Oganize !  
Lajounen kou lannwit  
Ap rele aba  
Aba lamizè  
Aba blakawout  
Pou nou wè limyé chanjman  
Wi noumenm pèp  
Se nou tout ki pou leve  
Ak fòs ponyèt nou  
Ak sèvel tèt nou  
Pou nou mete Ayiti sou ray !

Berthony Dupont

**Soleil Radio**  
**Radio Soleil d'Haïti**  
Nouvelles • Opinion  
Analyse • Musique  
[www.radiosoleil.com](http://www.radiosoleil.com)  
1622 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226  
(718) 693-1025  
(718) 693-5100  
(718) 693-7806

**RUSH SERVICE**  
**SAME DAY MOST**  
TRANDUCTIONS  
TRANSLATIONS  
RESUME PREPARATION  
**FAX SERVICE**  
**HAITI & CARIBBEAN**  
**TAXES** EMPLOYEE  
DRIVERS  
BABYSITTERS  
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED  
**FILED YEAR-AROUND**  
**K-EXPRESS**  
lakay se lakay  
1864 NOSTRAND AVE  
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY  
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM  
347-406-7823 / 718- 284-3156  
FAX 347- 529-2593

## Ki lè nou va di ase?

On dire demokrasi pa fèt pou nou. Menm lè se yon demokrasi pèpè, yon demokrasi orabè peyi ki deklare yo se zanmi Ayiti yo vle enpoze nou. Epòk eleksyon se toujou peryòd tèt chaje pou popilasyon an. Nouvo Konsèy Elektoral Pwovizwa a potko fin prezante dekrè ki dwe sèvi bousòl pou eleksyon yo, machin ensekirite a ak machann lanmò yo rekòmanse fonksyone litlit. Èske pèp ayisyen an pa gen dwa chwazi dirijan l san kè sote, apre plis pase twazan magouy, dilatwa, koutba, ralemen-nenvini, tolalito nan gwo otèl? Pouki sa yo derefize respekte dwa nou? Kouman fè nou aksepte diplomat etranje foure bouch men longè nan zafè nou lè se pa men yo ki tout longè nan bilten vòt nou? Kouman nou fè aksepte anbasadè gran vwazen ap deklare dat pou eleksyon fèt nan peyi nou. Èske nou twouve sa nòmral pou anbasadè lòt peyi ap antre sot nan biwò vòt jis pou jounalis ap poze yo kesyon sou dewoulman eleksyon nan peyi a?

Si pou nou ta konte valè dwa pèp ayisyen an yo pase anba pye, dwèt nan men nou ak dwèt pye nou pa t ap ase. Fanatik relijye yo lave sèvo, moun ki gen nostalji «kanpay rejete» ap pèsekite vodouyizan, sakaje peristil, vide manchèt sou gan-gan, boule kay yo san pyès otorite pa entèvni. Tout kalite dechèt ap fè moun esprikasyon bò lari. «Moun debyen» mande si se imaj sa nou vle prezante bay touris, kòm kwa pwòpte ak liyèn pa pòtre nou menm ayisyen. Machann chita sou pil fatra anwo dlo repiyans ap fè penitans nan mitan legim, fwi ak vyann mouch ap machande. Kote majistra yo? Kilès k ap di yon mo pou kochon ak kabrit nou kwaze sou chimen nou lavil onnon tout kalite zannimo k ap apante boulva ak wout nasyon yo san pèsonn pa mande yo kont? Sitwayen ki pral fè tranzaksyon labank, sila yo k ap regle biznis nan mezon transfè, èske yo dwe ap mache ak sèkèy anba bra yo toutan? Pouki lapolis pa sekirize espas alantou lokal sa yo? Kisa ki anpeche mouche Leta egzije bank yo pou yo gen yon kontwòl pi estrik sou anpway yo epi pwoteje konfidansyalite kliyan yo (sitou devan gichè yo).

Depi dikdantan Lajistis ap mache bwete pabòrisit. Yo di li avèg men sanble se yon sèl kote li frape. Li panche yon bò menm jan ak bann ti kay ki abrite dibidal tribinal depè lan peyi a. Yon digdal jij ap tann nominasyon kou amatè bòlèt k ap tann tiraj. Fenomèn detansyon prevantif pwolonje a kangrennen sistèm nan. Se pa ni youn ni de prizonye k ap manje prizon san yo pa pase devan jij natirèl yo. Men sa pa esplik pouki pòt Penitansye Nasyon, pòt prizon

## KANDIDA

m pa dòmi reve eleksyon pou m pa fè kochma lannuit m pa gen tan pou silema gratis ayida doudendoup bakoulou k ap defile kou jandam nan parad ak dan yo tou griyen si ou konn reklam pou dantifris atò pou m t al lage kò m nan men jokma tèt nan sak yon pye isit yon pye nan anbasad ki pran n pou joujou lakomedi pòdyab grann Siya toudenkou yo se pitit peyizan yo dekouvri pèp egziste kou foli chèv boure monte yo y al detere tout vye papye bizawèl ala m konnen lamayòt pa alamòd ankò menm lè chaloska toujou pran lari afè yo ki bon kite yo boloze mwen chita sou chèz ba m m ap katchoule

Guy-Gérald Ménard



Anbasadè Pamela White ak yon gwoup jounalis. Kouman nou fè aksepte diplomat etranje yo foure bouch men longè nan zafè nou, epi pou jounalis menm ap poze yo kesyon sou dewoulman peyi a?

Kwadèbòkè, pòt prizon nan pwovens yo louvri tanzantan pou kolonn kriminel sove al jete dèy nan mitan popilasyon an. Se pa yon aza si pou ti krik ti krak ou tande bandi ame etenn souf nenpòt ki sitwayen. Se pa yon aza si nan plizyè lokalite malfektè ap fè kongregasyon relijye katolik monte lesyèl pa do. Ni se pa yon aza si atoufè yo grasye ap simen laterè nan Site Solèy ak lòt kominote. Apre chak gwo krim nou tande lapolis ap pran mezi, mete dispozitif anplas, monte operasyon. Rezilta: nad marinad.

Konsta a se menm pou viktim nou anrejistre akòz defayans sistèm transpò piblik la. Se pa kounye a Sèvis Sikilasyon ap pale de polis woutyè men jiskaprezan chak de semèn se tèt chaje poutèt kamyon ak otobis ki chavire pase yo twò chaje, wout ki pa bon, chofè ki dòmi sou volan oswa ki fè twò vitès. Sa ki okazyone aksidan sitou nan sezon karèm ak bann rara sout wout nasyon yo ki pa gen limyé. Anplis pwoblèm sa yo, machin yo pa sibi yon enspeksyon an règ ki regilye ni ajan sikilasyon yo pa bay kontravansyon lè pou yo bay li dapre prensip. Koze motosiklèt san kontwòl ki fin anvayi peyi a, nou pa menm bezwen pale de sa. Se yon fenomèn ki depase otorite yo. Nan lesplas kèk lane Ayiti kòlè ak de gwo katastwòf maritim: nofraj Neptune ak La Gonavienne. Sa sèvi nou pou òganize bèl seremoni, fè bèl diskou, pran bèl rezolisyon. Men ojis kisa nou aprann? Anyen. Vwayaj sou batiman, ti vwalye ak bwafouye kontinye nan menm kondisyon. Bouch abitye repete : lavi se bagay ki sakre. Lavi pa nou sou ti bout tè sa a genlè se sou bodyebon li repoze.

Tout moun gen dwa pou sikile liblibè nan peyi yo epi pati al lòt kote san antrav. Men, ki pwoteksyon sitwayen ayisyen jwenn nan men reprezantan legal li aletranje? Ki sekou konpatiyòt imigre yo resevwa lè yo an difikilte Etazini, Baamas, Dominikani? Ki figi nou fè lè jwè ekip nasyon pa ka vwayaje pase Ayiti pa peye kotizasyon osnon yo pa gen biyé avyon. E lè yo rive pati y ap pran imilyasyon nan peyi etranje. Dòmi nan lari, nan koulwa otèl, akòz pwoblèm viza oubyen lajan. Pèdi

match lèd poutèt move ekipman. Lè yo retounen se pa pale. Pafwa pa gen okenn ofisyèl ki vin resevwa yo. Lè vwazen nou ban nou souflèt nou ba li yon tap sou do men. Epi nou sezi li mande nou fè eskiz.

Sitiyasyon sante piblik la se yon tèt chaje. Jòk jounen jodi a fanm ansent ap pèdi lavi yo pase pa gen mwayen transpò pou pèmèt yo rive nan yon sant matènè. Nan venteyinyèm syèk sa gen kote toujou ann Ayiti y ap mennen fanm akouchè sou pòt kay osnon dodin. Malgre n ap bat rekò ak yon doktè pou dimil moun, nou pa fouti sipòte etidyan medsin gouvènman peyi frè ap fòme gratis pou nou. Mal kou mizè sa ki fini yo lè yo tounen lakay yo meprize yo oubyen egzile yo nan twou pèdi ak de men yo de pye yo. Parèt nan sèvis dijans Lopital Jeneral, se tris pou wè malad ak tout kalite maladi, tout kalite blesi ak divès degre soufrans, chita atè lè yo pa gen yon atè miyò oswa yon moso ranyon. Dwa pou popilasyon an jwenn laswenyay nan bon kondisyon, kote sa?

Kisa k ap pase peyi sa a. Èske nou fin kannanan? Èske zonbi pete sou nou? Tanzantan yon vwa leve pou pale de revèy konsyans, fyète nasyon onnon elan patriyotik. Sanble yo pa pale anivo zòrèy menm jan ak powèt la. Sosyete sivil fè mach, se byen. Monpè/mamè, pastè, oungan/manbo fè lapriyé, se byen. Men si kou an fè nou mal toutbon nou pasa plenyen an silans. Fòk nou fè vwa nou donnen pou Lan Ginen tande. Fòk nou kontinye bay lavwa pou nou fè respekte dwa nou lakay nou tou; pou nou respekte dwa konsitwayen nou. Dwa pou tout moun konn li ak ekri. Dwa pou moun k ap travay avèk nou jwenn respè ak yon tretman diy. Dwa pou travayè resevwa yon salè konvnan. Dwa pou timoun gen lavwa ochapit. Dwa pou fanm ak tifi jwenn pwoteksyon kont vyòl (sa k ap pase Jodi a nan depatman Sant la se yon eskandal). Dwa pou depòte yo jwenn jwenn yon sipò ak ankadremman lè yo debake nan peyi a. Se mèl kò ki veye kò! Mezanmi kilè n ap di ase?

Guy-Gérald MÉNARD  
Sekretè Jeneral POHDH

## 29 Mars 1987-29 Mars 2015: 28 ans après l'approbation de la Constitution, où en est-on ?

Par Thomas Péralte

Après le renversement de la dictature des Duvalier le 7 février 1986, le peuple haïtien était resté mobilisé pour forcer le régime militaire dirigé par le général Henry Namphy à apporter des changements profonds dans les institutions du pays. Le peuple exigeait une autre Constitution mettant fin définitivement au régime fasciste des Duvalier qui avait duré 29 longues années. Pour ce faire, une assemblée constituante avait été mise en place et une nouvelle Constitution élaborée. Cette Constitution fut approuvée le 29 mars 1987 par la majorité de la population. Elle est devenue la loi mère et porteuse d'un nouveau projet démocratique, un nouveau contrat social dans l'intérêt de la nation.

28 ans après où en est-on ? Qu'est-ce qui reste encore de la loi mère de la première République nègre du monde ? Pourquoi la classe dirigeante traditionnelle réactionnaire refuse-t-elle de l'appliquer ? Sous l'empire de quelle Constitution le pays fonctionne-t-il actuellement ? Autant de questions que les citoyens se posent maintenant.

Ce 29 Mars 2015 qui ramène le 28e anniversaire de cette charte fondamentale, on constate que le pays a fait marche arrière vers le retour de l'ancien régime macoute auquel se sont inféodés les GNBistes. Ce régime macoute, par contraste est renforcé de ses adversaires d'antan. Les droits fondamentaux et les principes démocratiques, de justice sociale et de l'Etat de droit consacrés par cette Constitution sont foulés aux pieds. Les institutions démocratiques à savoir le Parlement, les Collectivités Territoriales n'existent plus. Un régime de facto les remplace, créant la méfiance totale dans la société. La présence d'une force d'occupation, la MINUSTAH, depuis tantôt 11 ans sur le territoire national, est un accroc à la Constitution, puisqu'elle ne reconnaît aucune force étrangère sur le territoire national. Le pouvoir est concentré entre les mains d'un seul chef quand celui-ci a été imposé par les forces obscures des pays ennemis d'Haïti.

La question fondamentale de la Souveraineté Nationale est mise en veilleuse, alors que l'article premier de la loi mère est ainsi stipulé : « Haïti



**Ce 29 Mars 2015 qui ramène le 28e anniversaire de cette charte fondamentale, on constate que le pays a fait marche arrière vers le retour de l'ancien régime macoute auquel se sont inféodés les GNBistes**

est une République, indivisible, Souveraine, indépendante, coopérative, libre, démocratique et sociale. » Et, les articles 58 et suivants complètent : « La souveraineté nationale réside dans l'universalité des citoyens. Les citoyens exercent directement les prérogatives de la souveraineté par :

- l'élection du Président de la République;
- l'élection des membres du Pouvoir législatif;
- l'élection des membres de tous autres corps ou de toutes assemblées prévues par la constitution et par la loi.

**Article 59:** Les citoyens délèguent l'exercice de la souveraineté nationale à trois (3) pouvoirs:

- le pouvoir législatif;
- le pouvoir exécutif;
- le pouvoir judiciaire.

Le principe de séparation des trois (3) pouvoirs est consacré par la constitution.

**Article 59.1:** L'ensemble de ces trois (3) pouvoirs constitue le fondement essentiel de l'organisation de l'Etat qui est civil.

**Article 60:** Chaque pouvoir est indépendant des deux (2) autres dans ses attributions qu'il exerce séparément.

**Article 60.1:** Aucun d'eux ne peut, sous aucun motif, déléguer ses attributions en tout ou en partie, ni sortir des limites qui sont fixées par la constitution et par la loi.

**Article 60.2:** La responsabilité entière est attachée aux actes de chacun des trois (3) pouvoirs.

Le Coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004 contre un président constitutionnellement et démocratiquement élu aux élections libres de l'année 2000 a interrompu le processus de démocratisation de la vie politique une fois de plus. Tandis que par l'arrivée du chanteur de Compas, Sweet-Micky au pouvoir ; grâce à l'ingérence de l'International, l'exercice du droit à la souveraineté des citoyens et à l'autodétermination du peuple haïtien est stoppé. Le processus démocratique est interrompu et le principe de la séparation des pouvoirs consacré par la Constitution n'est plus de mise. L'actuel occupant du Palais National, Michel Joseph Martelly, issu d'idéologie macoute-duvaliériste ne digère pas la présence du Parlement au moment du prétendu exercice de sa fonction.

Pour confirmer sa prétention, depuis l'année 1997, il avait déclaré : « La première chose, après avoir établi mon pouvoir, qui serait fort et nécessaire, va être d'en finir avec le Parlement. » Il a effectivement fait mis fin à la 49e Législature. Le mandat des élus des Collectivités Territoriales n'a pas été renouvelé ; ceux-là ont été remplacés par des agents de facto. Le pouvoir judiciaire est doté d'un président de facto en la personne de Jules Cantave. Haïti vit actuellement sous un régime de facto assuré par la présence d'une force d'occupation qui prétend être venue pour établir la stabilité dans le pays, après la déstabilisation entretenue par les puissances colonialistes impérialistes à la veille de la célébration du bicentenaire de l'indépendance de cette nation nègre, le premier janvier 2004.

A l'occasion du 28e anniversaire de la loi mère, ce 29 Mars 2015, le gouvernement de facto macoute-GNBiste, Martelly-Paul demande formellement aux Nations Unies par l'intermédiaire de son représentant, Denis Régis de maintenir leurs troupes telles quelles en Haïti. Le gouvernement haïtien est tout bonnement contre le retrait des troupes de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH). L'ambassadeur d'Haïti à l'ONU, Denis Régis, dans son intervention lors de l'examen de la situation d'Haïti par le Conseil de Sécurité, la semaine écoulée, a fait état des préoccupations du gouvernement dans le domaine de la sécurité. Face à une recrudescence de l'insécurité, le diplomate haïtien demande au Conseil de sécurité, d'observer une pause dans le

*Suite à la page (13)*

## Les luttes de classes en Haïti 1986-2012

Par Zobouke Chen

*Vous pouvez chevaucher un tigre, mais il ne faut pas lui tirer la queue...*  
**Proverbe chinois**

La chute de Jean-Claude Duvalier ne signifie pas la fin du duvaliérisme. En effet, malgré l'essor extraordinaire du mouvement populaire, l'armée macoutisée s'arrange pour conserver le pouvoir, au prix de multiples massacres. Les années 1986-1989 sont marquées par la lutte de classes du peuple contre l'armée, garante de l'ordre oligarchique duvaliériste et première ligne de défense du fascisme duvaliériste.

Une première tentative d'élections libres est noyée dans le sang par l'armée macoute et les survivants des tontons de Duvalier lors du massacre de la ruelle Vaillant, le 29 novembre 1987. Le guignol Leslie Manigat saute à pieds joints sur les cadavres des victimes pour se saisir d'un pouvoir illusoire. Il ne restera à la présidence que quatre mois, emporté lorsqu'il essaie de dresser le colonel massacreur Jean-Claude Paul contre le duo macoute des généraux Namphy et Regala. Il est embarqué à coups de pied dans un avion à destination de Santo Domingo. Twop lespri, sòt pa lwen...

Finalement, en 1990, le mouvement populaire Lavalas, qui unit l'essentiel du mouvement démocratique et la petite bourgeoisie progressiste arrive à imposer des élections libres. Elles portent au pouvoir le leader populaire Jean-Bertrand Aristide. Celui-ci essaie de promouvoir des réformes, mais commet l'erreur inévitable de tous les réformistes. Il ne prive pas l'oligarchie de son pouvoir économique et est incapable de mettre l'armée au pas. Alors, l'oligarchie se cotise de 40 millions de dollars et obtient, en la payant grassement, de provoquer un coup d'état militaire qui a lieu le 30 septembre 1991. S'ensuivent d'autres massacres, principalement du peuple, mais aussi de militants en vue, comme Antoine Izméry et Jean-Marie Vincent. La terreur orchestrée par les patrons des escadrons de la mort Raoul Cedras et Michel François s'étend à tout le pays.

Aristide est exilé d'abord au Venezuela, puis va à Washington. Il veut à tout prix revenir en Haïti pour faire cesser les massacres et rétablir la démocratie. Au cours des trois années qui vont suivre, il fera des concessions extraordinaires aux Américains, tandis qu'au pays, la répression sanglante continue. Finalement, les américains le ramènent en Haïti, en octobre 1994, mais ils lui ont arraché les dents...

A peine le Aristide revenu, l'opposant putschiste Mireille Durocher Bertin est assassinée à la mitrailleuse, en plein jour, à la ruelle Nazon. La rumeur accuse du coup les jeunes officiers de la garde personnelle du président. A ce jour, les coupables n'ont pas été retrouvés. Peu après, Aristide fait "fermer l'armée pour restructuration", selon l'expression du général duvaliériste Wilthan Lhérisson, un ex-massacreur reconverti dans Lavalas. L'armée restera abolie jusqu'au moment où j'écris, bien que Martelly ait prétendu la rétablir, pour se faire rabrouer par ses patrons US...

L'armée abolie, La Police Nationale prend le relais. Elle a du mal à sécuriser le pays envahi par les trafiquants de drogue et les anciens macoutes ont gardé leurs UZI.

Le mouvement Lavalas au pouvoir n'est pas exempt de corruption. Le chef de la garde personnelle d'Aristide, Fourel Célestin, reçoit quatre-vingt mille dollars US pour faire libérer deux trafiquants de drogue colombiens emprisonnés. La rumeur veut que le principal adjoint d'Aristide, Leslie Voltaire, kidnappe des 4 par 4 commandées par l'Etat, les fait repeindre et vendre à son profit.

D'autres officiels du gouvernement "se sucent" ouvertement. Le peuple, toujours malicieux malgré sa misère, les baptise les "grands mangeurs". Un officier du Palais est exclu de la liste des grands mangeurs par des militants venus protester contre la corruption parce qu'il est maigre... Selon les rumeurs, une dame très proche d'Aristide se serait querellée comme une marchande de poisson avec une autre pour un chèque de cinq cent mille dollars US.

Des élections libres ont lieu fin 1995. Elles portent au pouvoir le bras droit d'Aristide, René Prével, plus connu sous le surnom affectueux de Ti René et très populaire parmi les progressistes ; mais qui se brouillera avec l'OPL (Organisation du Peuple en Lutte, dirigée par l'ancien leader du PUCH Gérard Pierre-Charles) parce qu'il ne veut pas se contenter d'être un simple figurant et leur laisser le pouvoir. Il promet à son inauguration de restaurer l'autorité de l'Etat, mais y échouera car l'édifice duvaliériste est allergique aux réformes, et ne pourrait être aboli que par une révolution. Il essaie tout de suite de faire une réforme agraire dans l'Artibonite, région grosse productrice de riz. La réforme échouera parce que le riz américain arrive en Haïti moins cher que le riz national, car le gouvernement ne peut pas le taxer par peur de mécontenter le grand voisin dont il dépend à 60% pour son budget et qui serait fort capable de fomenter un coup d'état si l'on attaque ses intérêts commerciaux. En effet, Haïti est une grosse importatrice de riz américain, et les producteurs de Floride ont leurs entrées au Congrès US et à la Maison Blanche: prekasyon pa kapon...

La présidence Prével n'échappe pas à la corruption, bien que Ti René s'abstienne de voler. Le ministre des Finances Fred Joseph passe pour avoir fourré ses mains byen fon dans la caisse publique, au point que le président ait eu à lui en faire la remarque au cours d'une réception: "Fred, si nou te nan ou peyi serye, se fizye pou yo ta fizye w!"...

Mais la corruption est endémique, et Prével ne peut rien faire contre elle. Il sait qu'il risque sa peau chaque jour. Pire, il doit payer les parlementaires pour qu'ils fassent passer les lois qu'il propose. Un vote "oui" coûterait dit-on 20 000 dollars verts à la caisse publique...

Les assassinats liés au trafic de drogue ne se comptent plus. Les enlèvements contre rançon aussi. Et payer la rançon ne garantit pas que la victime soit rendue vivante. On peut très bien trouver au petit matin son cadavre sur un tas d'ordures... Les bourgeois se font construire de véritables châteaux-forts, circulent avec escorte dans des voitures aux vitres fumées, et vont passer les fins de semaine en Dominique pour décompresser. Le peuple, trop pauvre pour partir, subit et proteste.

Malgré tout cela, le gouvernement Prével s'avère le meilleur que nous ayons eu depuis le regretté Dumarsais Estime.

Mais la violence est aussi endémique, et ce, depuis 1986. L'on se souviendra de l'horrible massacre de Jean Rabel, des multiples et lâches tueries contre des civils sans armes dans les quartiers populaires des grandes villes, de la sanglante tuerie de la ruelle Vaillant. La presse n'est pas épargnée: le célèbre journaliste Jean Dominique, l'un de nos meilleurs combattants de la liberté, est assassiné à bout portant un matin dans la cour de sa station de radio. Le gardien de la station, Jean-Claude Louissaint, est aussi abattu. La veuve et la fille de Jando, malgré leur courage, doivent s'exiler. Michèle Montas Dominique, une femme exceptionnellement brave, trouvera ensuite une haute fonction à l'ONU. Nul n'est prophète dans son pays...

(À suivre)

Law Office of  
**DENNIS MULLIGAN**

**DENNIS MULLIGAN,**  
Attorney-at-Law

All aspects of Immigration Law

- TPS
- Residency
- Citizenship

Over 20 years experience

Nous parlons français

11 Broadway  
New York, NY 10004  
(near all trains)  
**646-253-0580**

**MENEZ JEAN-JEROME**  
Attorney at Law

Real Estate  
Immigration-Divorce

4512 Church Avenue  
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600  
(914) 643-1226 CELL

**PAUL J. JOURDAN**  
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place  
Brooklyn, NY 11210

Phone:  
(718) 859-5725  
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings

## Haiti-République Dominicaine : Mettons les points sur les i! 3<sup>ème</sup> partie

Par Berthony Dupont

L'unification de l'île entière était une nécessité politique absolue pour certains dirigeants d'alors concernés par la défense stratégique de la République d'Haïti. Comme nous avons précédemment vu, les grandes démarches qu'avaient entreprises Jean-Jacques Dessalines pour réaliser enfin cet acte de principe ne sont en rien comparables à une quelconque intervention ou ingérence dans les affaires d'un autre Etat. Haïti ne fut jamais un envahisseur, ni un agresseur ; puisqu'il n'y avait pas encore un pays à l'est de l'île qu'Haïti ait colonisé. Il s'agissait simplement de réunir deux ailes d'un même Etat, en d'autres termes deux territoires d'une île entière en sa totalité.

À bien regarder, et à titre d'exemple parallèle, la Chine ne renonça même pas à l'utilisation de la force contre Taiwan, puisqu'elle ne la reconnaissait pas en tant que pays, du fait qu'elle faisait partie intégrante de son territoire. Elle la considérait comme un état rebelle depuis 1949, quand deux millions de Chinois fidèles au chef nationaliste Chiang Kai-chek, défait par les hommes de Mao, s'étaient réfugiés sur l'île de Taïwan.

Alors, ce n'était pas un affront ni un acte impérial si certains dirigeants haïtiens avaient lutté pour reprendre leur territoire. Ainsi, après la disparition de Christophe et de Pétion, ces deux n'ayant pas fait preuve de trop d'effort dans l'accomplissement de cette tâche historique, il a fallu attendre la présidence de Jean Pierre Boyer pour essayer une fois de plus après Toussaint et Dessalines de concrétiser l'unité de l'île sous l'autorité haïtienne.

Quelle a été, en fait, la vie socio politique dans cette partie orientale de l'île ? Livrée à elle-même, et laissée dans un état d'abandon et de marasme par les forces coloniales françaises et espagnoles, la partie Est de l'île n'avait pas réellement un gouvernement, mais bien des chefs de groupes qui voulaient prendre pour une raison ou une autre les destinées de cette partie liée historiquement au peuple haïtien. Un désordre total y régnait et un certain Nuñez de Caceres pour essayer de remédier à la situation avait non seulement pensé, mais fait la tentative d'un mouvement d'indépendance politique en se rattachant à la Colombie.

Il échoua dans son projet parce qu'il voulait maintenir l'esclavage du nègre dans sa Constitution provisoire. De plus, cette idée n'avait pas fait l'unanimité au sein des différentes fractions qui exerçaient leur autorité dans la partie orientale. Des hommes et chefs d'escadrons comme Charles Arrieu et Désir Dalmassy ne partageaient guère cette idée. Eux, ils embrassaient alors la logique du président d'Haïti Jean-Pierre Boyer et même de beaucoup d'autres habitants de la partie orientale qui n'optaient que pour l'union de la partie de l'Est à la République d'Haïti. Selon eux, c'était la solution la plus pratique pour les aider à sortir de leur marasme et avoir un statut politique en tant que peuple.

Désireux de laisser cet état de banditisme pour passer à celui d'un peuple ayant un statut, une nationalité, certains partisans de cette politique ne firent qu'écrire des lettres et les envoyer aux dirigeants haïtiens pour les solliciter de venir à leur secours. Pour l'édification de nos lecteurs, nous publions quelques unes de ces lettres :

Santo-Domingo, 8 janvier 1821.

José Justo de Sylva  
A Son Excellence J.-P. Boyer  
Président d'Haïti

Excellent Seigneur,  
Ayant eu la bonté d'accueillir favorablement la proposition ou l'ouverture que j'ai été chargée de faire à Votre Excellence (V.E.) dans la ville du Cap Haïtien, au nom de mes compa-

triotés dont V.E. a lu la procuration et les signatures, et Votre Excellence m'ayant invité à m'en retourner ici afin de rendre compte du résultat de la mission dont j'avais été chargée, je partis. Arrivé au milieu des miens, je les ai entretenus de tout ce que Votre Excellence a bien voulu me communiquer.

Mes compatriotes et d'autres personnes en grand nombre, sont très satisfaits de tout ce que je leur ai dit, et ils mettent leur espoir dans la réponse que V.E. me fit sur cette affaire. Ils ont été charmés de l'accueil amical que j'ai reçu, de sorte qu'ils se réunissent en grande assemblée pour parler au peuple et lui imprimer la direction convenable. Je pense que je serai promptement à Port-au-Prince afin de rendre compte à V.E. de ce qui s'est passé ici. Mes compatriotes ont l'intention d'adresser une dépêche à V.E.

Je viens de m'apercevoir que la ville est en grand mouvement parce qu'on dit qu'il est question de publier la Liberté générale. Le Capitaine don Manuel Caravajal et le Capitaine don José Soza s'y opposent vivement. Ils se sont offerts d'eux-mêmes pour aller, au nom du Gouvernement, près de V.E. afin de traiter adroitement cette question et de savoir s'il peut y avoir quelque composition à cet égard. Mais je doute que cela puisse avoir lieu. Il y a bien des nouvelles secrètes touchant les Français.

Trois navires de cette nation viennent d'aviser qu'il arrive déjà des bâtiments à la Guadeloupe et à la Martinique. V.E. pèsera cet avis comme elle le jugera convenable.

Liberté - Égalité  
République d'Haïti  
Neybe, le 19 janvier 1821, An 19<sup>e</sup> de l'Indépendance.  
Les vrais citoyens de la ville de Neybe,  
A Son Excellence J. P. Boyer,  
Président d'Haïti

Excellentissime Seigneur,  
Les exemplaires de votre Ordre du jour du 12 courant, qu'au nom de V.E. le Colonel Per nous a envoyés par le Capitaine Jean Baptiste, sont pour nous des chaînes qui attachent nos cœurs de telle sorte que nous nous hâtons de venir faire notre soumission à Votre Excellence en lui jurant que nous sommes prêts à mourir pour la défense de notre père et de notre bienfaiteur.

En témoignage de quoi, nous attendons l'heureux moment de voir V.E., afin de lui donner les preuves les plus positives de notre fidélité. Oui, nous désirons qu'Elle nous fasse jouir des doux fruits de la liberté, et qu'Elle nous retire d'une si dure servitude.

Au nom du bas peuple de Neybe,  
(Signé) : Manuel Zerano, Julian Borya.

Liberté - Égalité  
République d'Haïti

Au Général Magny,  
Le peuple de San Fernando de Monte-Criste a jugé convenable d'arborer la bannière haïtienne, et nous y avons consenti. J'envoie à V.E. trois Commissaires, don José Domingue, don José Dias et don Gregorio Escarfulez, afin de connaître l'intention de votre respectable gouvernement. Nous espérons que V.E. protégera cette ville qui devient dès ce jour une portion de la République d'Haïti.

Monte-Criste, 15 novembre 1821.  
Signé : Diego Polanco, Commandant.

Au très honorable Général Magny  
Commandant de l'arrondissement du Cap Haïtien

Nous vous annonçons avec respect, Général, que nous avons commencé la réunion, et que la bannière d'Haïti a été arborée dans notre ville. Nous vous prions de nous envoyer des

munitions de guerre dont nous aurons besoin, si l'on veut exiger que nous abandonnions la cause de l'Indépendance et de la Liberté de cette partie, laquelle s'est déterminée à se ranger sous les sages Lois de votre respectable Gouvernement.

Que Dieu vous accorde de longues années.

Laxavon, 15 décembre 1821  
Signé : Andres Amaranthe, Commandant, José Domingue, Arias, Joachin Oliva, Ahenet.

Très Excellent Seigneur,  
Les patriotes soussignés, au nom de la Junte Centrale provisoire de Saint-Yague, mus par des sentiments non équivoques, à la vue de l'acte constitutif du 1<sup>er</sup> décembre, relatif à l'Indépendance dominicaine unie à la République de Colombie, ont l'honneur de dénoncer à Votre Excellence cette œuvre informe et antisociale qui a excité le mécontentement universel lors de sa publication à Santo-Domingo. Cette constitution impudente établit des distinctions entre le paysan et le militaire, entre le pauvre et le riche, entre les différents districts de cette partie, et maintient l'esclavage au mépris des bases fondamentales de toute société politique. Elle n'assure en outre aucun dédommagement au pauvre soldat qui essuie de longues fatigues sans paie, et ruine le commerce des malheureux cultivateurs.

Excellence,  
Nous lui dirons qu'un tel acte conçu dans la vue de faire prospérer quelques particuliers, en sacrifiant des milliers de pères de familles respectables, offre des tâches si monstrueuses, que tous les citoyens dévoués à leur pays ont déterminé de recourir à Votre Excellence pour qu'elle daigne prêter l'oreille à leurs réclamations et se souvenir qu'elle a promis d'être le pacificateur des habitants de cette partie ;

Qu'elle nous accorde les secours nécessaires pour parvenir à l'Indépendance, et que la Constitution de la République d'Haïti nous régisse désormais ! Nous la désirons avec la liberté générale des esclaves. Nous demandons à vivre tous dans l'union et la fraternité.

Tel est le but de la députation que nous envoyons à Votre Excellence. Nous espérons qu'Elle aura confiance en nous et qu'Elle nous secondera dans notre glorieuse entreprise.

Les députés que nous envoyons à V.E. sont Juan Nuñez Blanco, Fernando Morel de Santa Cruz, José Maria Saliedo.

Nous ne manquerons pas de tenir V.E. informé sur les avis, espérant qu'Elle nous accordera tous les secours dont nous avons besoin avec la célérité qu'exige une entreprise de si haute importance.

Cette Junte a l'honneur de saluer Votre Excellence avec le respect qui lui est dû.

Saint-Yague, le 20 décembre 1821.  
Suivent les signatures.

Liberté - Égalité  
République d'Haïti  
Le Conseil municipal de la ville de Porte Plate et juridiction d'icelle,  
À S.E. le Président J. P. Boyer et, en son absence, au Général Magny, Gouverneur du Cap

Très Excellent Seigneur,  
En vertu de la lettre officielle que nous avons reçue, le 29 dernier, des citoyens Juan Nuñez, Fernando Morel, José Peralto et José Maria Saliedo, membres de la Junte établie à Saint-Yague, sous la domination de centrale, nous avons été instruits de ce qui est survenu dans cette ville, qui a arboré le pavillon de la République dont V.E. est le chef. L'opinion publique, notre déférence, et celle de tous



L'île d'Hispaniola

les habitants de Porte Plate, tout a été spontané et prompt, et l'on a suivi les intérêts généraux des communes, comme prouve la pièce No 3 que nous envoyons à V.E. et qui est une réponse à la lettre des citoyens de Saint-Yague, dont vous recevrez l'original sous le No 2.

En conséquence, de concert avec le Commandant d'armes de cette place, nous nous sommes déterminés à présenter notre soumission à V.E. par l'organe des députés José Maria de Roxas et Francisco By qui partent aujourd'hui pour aller remplir cette mission : et qui sont autorisés à demander à V.E. au nom de cette juridiction pacifique, tout ce qui peut convenir au bien être des habitants, à leur sûreté individuelle, et à la conservation de leurs propriétés : ce que nous attendons avec confiance du Gouvernement bienfaisant et philanthropique de V.E.

Cet exposé, très Excellent Seigneur, suffira dans les circonstances urgentes où nous nous trouvons, et nous croyons avoir tout exprimé à V.E. en lui disant que nous nous rangeons sous les Lois de la République d'Haïti, qu'Elle peut disposer entièrement de nous et nous envoyer des chefs animés des mêmes sentiments qui la caractérisent, et capables de nous commander comme Elle désire que nous le soyons.

Nous avons l'honneur, etc.  
Signé : Joachin Bidos, Luis Rodriguez Plantes,

Franco Antonio del Campo.  
Ville de San Felipe de Porte Plate, le 13 décembre 1821, 18<sup>e</sup> année de l'Indépendance d'Haïti.

### Pièces annexes à cette dépêche :

No 1. - Une soumission signée du sieur Antonio Lopez Villanueva, Commandant militaire de Porte Plate, exactement semblable à celle de la municipalité.

No 2. - Au citoyen Antonio Lopez de Villanueva, Commandant de Porte Plate.

La Junte Centrale composée de trente citoyens, a déterminé en ce jour d'arborer le pavillon indigène de la République d'Haïti qui est sous le com-

mandement du Président J. P. Boyer. Nous sommes persuadés que cette innovation mettra fin aux troubles et au mécontentement qui ont suivi, dans toute la partie espagnole, la publication de l'Indépendance dominicaine unie au Gouvernement de Colombie. Nous vous en donnons connaissance, afin que vous nous secondiez dans cette généreuse entreprise en faisant de même que nous dans la ville de Porte Plate, jusqu'à ce que les intentions du Président Boyer nous parviennent. Nous lui avons déjà rendu compte de tout ce qui est survenu. Correspondez avec nous afin que nous puissions agir ensemble comme des amis de la cause commune et comme des frères.

Nous avons l'honneur, etc.  
29 décembre 1821.  
(Suivent les signatures.)

No 3  
Liberté - Égalité  
République d'Haïti  
Antonio Lopez de Villanueva  
Commandant de la Place de Puerto-Plate

Aux citoyens composant la Junte Centrale de la ville de Saint-Yague, Citoyens,

La lettre que vous m'avez écrite en date du 29 dernier m'annonce le changement de gouvernement survenu dans cette partie.

Vous reconnaissez la République d'Haïti dont J. P. Boyer est le Chef et je l'ai appris aujourd'hui à six heures du matin. Désirant moi-même de conserver la tranquillité publique, dans une semblable crise, et instruit en même temps de l'adhésion des habitants de cette partie au Gouvernement d'Haïti, j'ai fait arborer le pavillon haïtien, et fait prêter le serment d'usage.

Du concert unanime de tous les employés et citoyens amis de la paix, j'ai expédié de suite une embarcation pour le Cap Haïtien, afin d'annoncer à S.E. M. le Président, ou, en son absence, à M. le Gouverneur du Cap, l'incorporation du peuple de cette partie à la République d'Haïti.

Suite à la page (15)

## J&M Accounting Service



Expert Income Tax Preparation

Jean R. St. Jour, CB

2916 Clarendon Road  
(between Nostrand & E. 29th St.)  
Brooklyn, NY 11226

718.284.0733



Director: Florence Comeau  
Interlink Translation Services

\* Translations \* Interpreters  
\* Immigration Services  
\* Résumé \* Fax Send & Receive  
\* Much more.

English - French - Kreyòl - Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue,  
Brooklyn, NY 11225



## Elections that bode ill for the Haitian people!

By Berthony Dupont

It is hard to imagine a greater contrast than that which is evident in Haiti today. On one hand, we can see the triumphant posturing of the de facto tandem of President Michel Martelly and his new Prime Minister Evans Paul. On the other hand, we witness the pusillanimity of the so-called opposition under the leadership of MOPOD (Patriotic Movement of the Democratic Opposition), the Lavalas Family Political Organization, and the Dessalines' Children Platform, three rather inconsistent formations which are now prepared to play the game of electoral lottery concocted by the government. Despite its record of lawless behavior and of association with people accused of rape, murder, drug trafficking, and kidnapping, this government is still moving towards elections that will no doubt deliver a society which is even more unjust and corrupt, with the encouragement of those who don't see anything wrong with that.

In Latin American and the Caribbean, the political regime that governs Haiti is indeed the most backward, most retrograde, most mercenary, and most subject to foreign dictates in the region. Even the *New York Times* had to recognize this in the article it ran on Mar. 16 headlined "Haitian Leader's Power Grows as Scandals Swirl."

Martelly is marching towards a renewal of political actors which bodes ill for the Haitian people. And it is not without reason that he appears to be the most stable president, the most indulged by the exploiting powers, because he is the straw man of the triumvirate of Washington, Paris, and Ottawa. All three presently want to make us hold elections which they can control, to serve their interests.

The main idea behind these elections is to replace some government officials with new ones, to allow the Haitian ruling classes and the imperial forces to better set in place and ensure their smooth domination of a new government which will do their bidding and which will not solve any of the people's problems.

And it is not without reason that Martelly spoke to the Haitian

people, with a triumphant tone, through a presidential decree that was applauded by the entire political class, with the exception, of course, of a few progressive anti-imperialist parties. According to Martelly's spokesman Lucien Jura "the president wants all political actors, including those of the opposition, to get on board the electoral train which is definitely under way." And to reinforce this hypocritical lie, he hastened to add: "the strength of a party is demonstrated through the ballot box." Isn't this mocking the opportunistic opposition leaders who will be subject to the same political sleight of hand that we witnessed in the 2010-2011 election?

As proof of this, we have the words of the current president of the Provisional Electoral Council (CEP), and its former General Manager, Pierre Louis Opont. He revealed last week that "the results of the 2010 elections were not the real results. Those that were given to [then CEP President] Gaillot Dorsainvil and others were not published." What could be clearer?

Shouldn't such an open admission before political leaders be enough to edify even the most naive? We already know with whom we are dealing and what to expect. Opont, with unusual frankness, invites us to reconcile ourselves with the reality of elections under a United Nations military occupation. There is here a clear warning: Do not expect a democratic exercise; it is the weight of Haitian tradition which wants the electoral outcome to be determined well before the elections themselves, Opont seems to want to tell us.

In any case, these elections, announced to offer the world an image of a stable Haiti and a democratic state, will be nothing more than just another well-executed maneuver by the United Nations occupation forces and Haiti's guardian powers through their embassies to push us further into the unhappy state of poverty, misery, and chronic underdevelopment. It required the spending of a whopping \$53 million, according to electoral advisers, to ensure this lusterless democratic veneer, to establish this hypocrisy that has served once again to deceive the Haitian people and satisfy the greedy appetite of candidates, who are surely salivating at the 500 million gourdes, or



UN troops overseeing voters at a Haitian polling station. No nation which is militarily occupied, as Haiti is by the UN, can have sovereign election.

\$10.61 million, earmarked to finance the campaign of political parties.

No country is too small or too poor to determine its own destiny and organize its own elections with the means at hand. Only Haiti seems to have avoided this conclusion. The Haitian people should pay no attention to these merchants of illusion and of false promises who come whispering to them the same songs, the same refrains, at each election. The dignity and future of the nation, the living conditions of the masses, will never be taken into account in their false speeches. Since Haiti's birth, there have been many elections, but what has changed for the people? Nothing. With the exception of a very small number of individuals who have succeeded without the people, the fact remains that the vast majority remains as if locked in a prison, afflicted with despair.

Of selection-elections, we have had enough and too much. The so-called opposition parties are preparing to participate in these dishonest games prepared once again by the imperialist powers. By allowing themselves to be duped into this, they will just shove deeper and twist the knife into the gaping wound of

the masses, who are being killed little by little.

No to selections-elections! Yes

to popular mobilization!

*This is a translation of Haiti Liberté's March 18, 2015 editorial.*

**Riesar**  
Solutions LLC

Si vous voulez éviter la perte de votre maison à cause de divorce, de testament, de "foreclosure", de "tax liens", et d'autres problèmes, ou si vous aimeriez la vendre rapidement à bon prix, téléphonez:

(800)299-1096

**HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ**

Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.  
Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:

Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, Henriot Dorceant, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.

En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti.  
Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

**PSYCHIC READER & ADVISOR**

20 years of experience in reuniting the parted & solving problems of love, marriage, business, health, confusion, negativity, etc. Provides advice for all matters of life. She has succeeded where others have failed. Guaranteed results. Free questions by phone.

(646) 912-1068 / (917) 331-7965

**JETCO Shipping**

● Boxes, Barrels, Containers  
● Cheapest Rates & Best Service  
● Door to Door Service to All 10 Haitian Departments  
● Shipping within 6 Weeks

**Etienne Victorin**

963 Rogers Avenue  
Brooklyn, NY 11226

Office: 718.856.2500  
Cell: 347.998.7112

**GUARINO FUNERAL HOME**

Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE  
BROOKLYN, NY 11236

**718-257-2890**

# « LA GRÈCE EST UN EXEMPLE POUR TOUTE L'EUROPE »



Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, serrant les mains du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. (Photo : AFP)

Interview de Mohamed Hassan !

sommes aujourd'hui avec Syriza.

Par Grégoire Laliou

*Le bras de fer engagé entre la Grèce et l'Union européenne depuis l'élection de Syriza relance le débat sur la sortie de l'UE. Pour certains, point de salut pour le peuple grec tant qu'il restera prisonnier du carcan européen. Les traités gravés dans le marbre ne laisseraient aucune chance au réformisme, les négociations sur la dette et l'austérité seraient perdues d'avance. Pour d'autres, une sortie de l'UE raviverait les démons nationalistes et porterait un coup fatal à la solidarité entre les peuples du Vieux continent. Les luttes sociales devraient ainsi se mener nécessairement à l'échelle européenne. Sortir ou pas ? Telle est la question, et nous l'avons posée à Mohamed Hassan qui extirpe ce dilemme d'un débat figé. Il met en lumière les opportunités et les menaces qui gravitent autour de la crise grecque et nous explique comment cette dynamique pourrait inspirer les travailleurs à travers toute l'Europe. Encore faut-il tirer les leçons de l'Histoire et ne pas tomber dans les pièges réactionnaires de l'islamophobie et de l'antisémitisme...*

**Grégoire Laliou :** Pensez-vous que la Grèce est prête à quitter l'Union européenne ?

**Mohamed Hassan :** Il y a deux points de vue au sein des forces progressistes de Grèce. Les communistes du KKE voient l'Union européenne comme un club d'impérialistes. La Grèce, en tant que pays des Balkans, devrait quitter l'Europe, nouer des alliances régionales et mener une révolution socialiste, ce qui n'est pas possible au sein de l'UE. Ce parti n'a pas récolté beaucoup de voix lors des dernières élections.

L'autre tendance est incarnée par Syriza, une coalition de la gauche radicale dont la principale composante, Synaspismos, regroupe des dissidents du KKE qui ont été rejoints par des organisations et des petits partis d'inspiration trotskiste, écologiste, anarchiste, etc. Ils pensaient que la Grèce pourrait profiter de l'adhésion à l'UE. Ce qui est tout à fait compréhensible. Personne n'a envie de vivre dans un taudis. Alors, quand on vous propose de rejoindre le palais d'un club de riches comme l'UE, vous ne dites pas non.

Mais la conscience du peuple grec s'est éveillée ces dernières années. Avec ces recettes que le FMI avait déjà imposées en Afrique et en Amérique latine dans les années 70 et 80, la Grèce a traversé une expérience particulièrement douloureuse. Nous avons assisté à la destruction totale des travailleurs grecs. Cette expérience a éveillé la conscience politique des travailleurs, mais aussi celle de la petite-bourgeoise et l'intelligentsia. Une grande partie d'entre eux n'est cependant pas prête à quitter l'Europe. Ils espèrent qu'il y aura une réforme au sein de l'UE et que le FMI fera une pause. Voilà où nous en

**Grégoire Laliou :** Mais le nouveau gouvernement ne semble pas en mesure de tenir toutes ses promesses électorales. Après les premières négocia-

tiations avec l'Eurogroupe, certains l'ont accusé de faire déjà machine arrière. Est-ce la preuve qu'un gouvernement ne peut pas mener de réformes sociales ambitieuses au sein de l'UE où le néolibéralisme est gravé dans les traités ?

**Mohamed Hassan :** Je ne veux pas juger les actions de Syriza. Le succès de ce parti est le résultat de la frustration et de la colère du peuple grec aujourd'hui. Nous ne pouvons pas dire encore comment il va évoluer. La réaction de l'élite européenne sera déterminante. Elle pourrait lâcher du lest pour ne pas aller jusqu'à la rupture. Mais une faction plus dure de cette élite préconise l'intransigeance. Ils ne veulent pas que la Grèce devienne un exemple pour tous ceux qui contestent les politiques d'austérité. Si les leaders européens se montrent intransigeants avec le gouvernement grec, une sortie de l'UE pourrait être une solution.

**Grégoire Laliou :** Une sortie de l'Union européenne ne mettrait-elle pas à mal la solidarité entre les travailleurs ? N'y a-t-il pas aussi un risque de voir de nouvelles guerres éclater en Europe ?

**Mohamed Hassan :** De manière générale, je ne pense pas que la sortie est la solution. L'avantage avec cette Union européenne où le capital est particulièrement concentré, c'est qu'elle place les travailleurs du continent face au même ennemi. Que vous soyez Français, Espagnol, Belge ou Grec, vous êtes confronté au capital européen.

Quant au risque de guerres... Au Congrès de la Paix de 1849, Victor Hugo appelait à créer les « Etats-Unis d'Europe ». Il avait estimé que les armées permanentes des nations européennes coûtaient annuellement quatre milliards. « Messieurs, la paix vient de durer trente-deux ans, et en trente-deux ans la somme monstrueuse de cent vingt-huit milliards a été dépensée pendant la paix pour la guerre ! », remarquait le poète. « Supposez que les peuples d'Europe, au lieu de se défier les uns des autres, de se jalouser, de se haïr, se fussent aimés : supposez qu'ils

se fussent dit qu'avant même d'être Français, ou Anglais, ou Allemand, on est homme, et que, si les nations sont des patries, l'humanité est une famille ; et maintenant, cette somme de cent vingt-huit milliards, si follement et si vainement dépensée par la défiance, faites-la dépenser par la confiance ! Ces cent vingt-huit milliards donnés à la haine, donnez-les à l'harmonie ! Ces cent vingt-huit milliards donnés à la guerre, donnez-les à la paix ! »

**Grégoire Laliou :** L'Europe s'est construite. Mais les gouvernements n'ont pas beaucoup investi dans l'harmonie et les budgets de l'armée restent mirobolants. Victor Hugo ne pêchait-il pas par idéalisme ?

**Mohamed Hassan :** Victor Hugo souhaitait une Union européenne pour construire la paix, mais il lui manquait encore la compréhension des mécanismes qui conduisent à la guerre. Lénine les a saisis. Dans un livre écrit en 1916, en pleine Première Guerre mondiale, il a démontré comment le capitalisme menait à la guerre, les grandes puissances se disputant le monde pour trouver des débouchés pour leurs capitaux et ainsi augmenter sans cesse leurs



profits. Aussi, lorsqu'en 1915, Lénine écrit sur les Etats-Unis d'Europe, il avait déjà conscience de cette réalité. Et s'il partageait le vœu de Victor Hugo, il précisait : « Au point de vue des conditions



économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire des exportations de capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et "civilisées", les États-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires ».

Lénine expliquait qu'il pouvait y avoir un accord temporaire entre les bourgeoisies européennes, mais que la lune de miel serait nécessairement de courte durée. En effet, le capitalisme est par nature inégal. Le développement de l'un se fait au détriment de l'autre. On le voit très bien aujourd'hui avec les contradictions qu'il y a entre l'Allemagne et les pays du sud de l'Europe. Dans cette maison européenne, tous les capitalistes n'ont pas la même force. Si vous n'aviez que des tigres, l'alliance aurait pu fonctionner. Mais la vie n'est pas comme ça. Vous avez des tigres, des lapins, des tortues et même des phoques. Et ces animaux ne pourraient pas passer une alliance pour vivre en harmonie, car ce n'est pas dans leur nature. C'est pareil pour l'Union européenne. La puissance de développement des pays capitalistes est déterminante dans une telle union. Les rapports sont inégaux. Tôt ou tard, la crise arrive et l'accord est remis en



Mohamed Hassan

question. C'est pourquoi Lénine disait que les Etats-Unis d'Europe devaient se créer sur base des peuples, c'est-à-dire sur base du socialisme.

**Grégoire Laliou :** Mais l'Union européenne ne s'est pas construite sur cette base. Pourquoi ne pas la quitter alors ?

**Mohamed Hassan :** C'est vrai que l'Union européenne, avec tous ses traités, est devenue un instrument redoutable d'exploitation au profit du capital. Mais une sortie de l'UE ne changera pas l'affaire, car on ne peut pas considérer le capitalisme à l'échelle nationale comme un phénomène endogène qui se développerait sans relation avec l'extérieur. Autrement dit, si la France par exemple quittait l'UE, elle ne deviendrait pas une île déserte au milieu de l'océan. Les Qataris continueraient à acheter des produits français, la France continuerait à acheter des produits allemands, etc. De plus, ce n'est pas parce que la France quitterait l'UE que les capitalistes français décideraient soudainement d'exploiter plus gentiment les travailleurs.

**Grégoire Laliou :** Vous parliez de développement inégal au sein de l'Union européenne. Comment l'Allemagne est-elle devenue le poids lourd de cette union au détriment d'autres pays comme la Grèce ou l'Espagne ?

**Mohamed Hassan :** Il faut

jecté, l'Allemagne se trouvait coupée en deux avec d'un côté, la République fédérale d'Allemagne (RFA), rattachée à l'Ouest, et de l'autre la République démocratique allemande (RDA), affiliée à l'Union soviétique.

En 1990, lorsque le bloc soviétique s'est effondré, l'Allemagne de l'Ouest a annexé la RDA qui était le dixième pays le plus industrialisé au monde. À travers cette annexion, les capitalistes allemands ont racheté les usines de la RDA et les ont fermées. La classe ouvrière très qualifiée de la RDA s'est donc trouvée brusquement au chômage. Les capitalistes allemands ont alors pu instaurer une concurrence féroce entre les travailleurs de la RFA et de la RDA. Cette concurrence a poussé les salaires vers le bas dans l'Allemagne réunifiée. Cette baisse du prix de la main d'œuvre a offert un avantage comparatif à l'Allemagne et a favorisé ses exportations. L'économie allemande s'est ainsi fort développée, mais ce développement a impliqué une destruction systématique des droits des travailleurs allemands. On a créé en Allemagne une peur terrible de perdre son travail si bien que le nombre de grèves a fortement diminué et que certains en sont venus à accepter des jobs à un euro de l'heure. Parallèlement, la part des revenus de la bourgeoisie allemande a considérablement augmenté.

**Grégoire Laliou :** Au détriment des travailleurs allemands. Mais aussi des pays du sud de l'Europe ?

**Mohamed Hassan :** Je suis allé avec mes enfants en Espagne il y a longtemps. Un buffet à volonté pour les petits ne coûtait trois fois rien. L'Espagne comptait alors des millions de touristes venus de toute l'Europe. En Espagne, en Grèce et au Portugal, l'industrie du tourisme connaissait un développement très important. Mais l'euro a détruit cette industrie, car il a entraîné une augmentation des prix. Dans les pays du sud, les prix sont devenus presque les mêmes que dans les pays du nord de l'Europe. Mais les salaires n'ont pas évolué de la même manière ! L'euro a en fait entraîné un transfert de richesses des travailleurs vers le capital.

On peut considérer l'euro comme une usine de chaussures qui ne fabrique que des tailles 42. Si votre pied est trop grand, vous devez vous couper des ongles. Si votre pied est trop petit, vous êtes bon pour mettre des cailloux dans le fond de votre chaussure. Et c'est l'Allemagne qui décide de la taille de ces chaussures. Beaucoup d'Européens n'aiment pas cela, mais c'est un fait. L'Union européenne s'est ainsi développée de manière très inégalitaire. Comme l'avait prédit Lénine en imaginant les Etats-Unis de l'Europe sur base du capitalisme. L'Union européenne est en fait devenue une reproduction du système des castes en Inde. Tout en haut de la pyramide, vous avez les Brahmanes, c'est-à-dire les Allemands. Et aujourd'hui, les Grecs sont les Intouchables.



Des manifestants grecs déchirants un drapeau de l'Union Européenne

mondiale, les Etats-Unis étaient tentés par le pillage de l'Allemagne, mais ils ont préféré aider ce pays à se redresser pour en faire un rempart contre l'Union soviétique. C'est ainsi que l'embryon de l'Union européenne ayant été in-

**Grégoire Laliou :** Comment la crise grecque pourrait-elle influencer le reste de l'Europe ?

**Mohamed Hassan :** Nous allons voir comment la bourgeoisie européenne va réagir par rapport

Suite à la page (16)

# ÈSKE W AP CHÈCHE ÈD

# LEGAL OU KA FÈ KONFYANS

# SOU IMIGRASYON?

**NOU LA POU EDE W.**

**RELE NIMEWO TELEFÒN  
NEW YORK STATE NEW  
AMERICANS LAN  
POU W JWENN  
ENFÒMASYON GRATIS  
AK KONFIDANSYÈL SOU  
IMIGRASYON, Y AP BA W  
REFERANS TOU SOU  
AJANS KI KAPAB EDE W  
EPITOU DENONSE  
MÈTDAM YO.**

**PA KITE PÈSONN BLÒFE W SOU  
KESYON IMIGRASYON!**

**1-800-566-7636**

  @nysnewamericans  /nysnewamericans

[www.newamericans.ny.gov](http://www.newamericans.ny.gov)



Brought to you by the  
New York State Office for New Americans

## Lettre du président Nicolas Maduro au peuple des États-Unis !

Par Nicolás MADURO MOROS

*Le Venezuela n'est pas une menace, c'est un espoir !*

Le Venezuela n'est pas une menace ! Nous sommes le peuple de Simon Bolívar, nous croyons à la paix et au respect de toutes les nations.

Liberté et indépendance ! Il ya plus de deux siècles, nos pères ont fondé une république sur la base de l'égalité et de la liberté de tous devant la loi.

Notre nation a subi les plus grands sacrifices pour garantir aujourd'hui, aux Sud-Américains le droit de choisir leurs dirigeants et d'appliquer leurs propres lois. Rappelez-vous toujours l'héritage historique de notre père, Simon Bolívar, l'homme qui a consacré sa vie pour que nous héritions d'une patrie de justice et d'égalité.

Nous croyons en la paix, à la souveraineté nationale et au droit international. Nous sommes un peuple pacifique. En deux siècles d'indépendance, nous n'avons jamais attaqué un autre pays. Nous sommes un peuple vivant dans une région de paix, exempte d'armes de destruction massive avec la liberté de pratiquer toutes les religions. Nous défendons le respect du droit international et la souveraineté de tous les peuples du monde.

Nous sommes une société ouverte ! Nous sommes un peuple de travailleurs, qui s'occupe de sa famille et professe la liberté de culte. Chez nous, on respecte les



Maduro : « Le Venezuela n'est pas une menace, c'est un espoir ! »

divers modes de vie des immigrants venus de partout dans le monde. Notre presse est libre et nous sommes d'enthousiastes utilisateurs des réseaux sociaux sur internet.

Nous sommes amis du peuple des États-Unis d'Amérique ! L'histoire de notre peuple a été liée depuis le début de nos luttes à la conquête de la liberté. Francisco de Miranda, héros vénézuélien, a partagé avec George Washington et Thomas Jefferson, pendant les premières années de la nation américaine naissante, les idéaux de justice et de liberté qui étaient des concepts fondamentaux dans nos luttes pour l'indépendance. Nous partageons l'idée que la liberté et l'indépendance sont es-

sentielles pour le développement de nos nations.

Les relations entre nos peuples ont toujours été basées sur la paix et le respect. Nous avons toujours eu des relations commerciales dans des domaines stratégiques. Le Venezuela a été un fournisseur d'énergie fiable et responsable pour le peuple américain. Depuis 2005, le Venezuela a fourni de "l'huile de chauffage" subventionnée, aux communautés à faible revenu des États-Unis par le biais de notre entreprise CITGO. Cette contribution a aidé des dizaines de milliers d'Américains à survivre dans des

*Suite à la page (18)*

## Intervention de Raul Castro au 9ème sommet de l'ALBA !

*Discours du général d'armée Raul Castro Ruz, Premier secrétaire du Parti communiste cubain et président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, au 9e Sommet extraordinaire de solidarité avec le Venezuela convoqué par les pays membres de l'ALBA-TCP, tenu à Caracas, en République bolivarienne du Venezuela, le 17 mars 2015.*



Raul Castro Ruz, Premier secrétaire du Parti communiste cubain et président du Conseil d'État et du Conseil des ministres

Chers chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique,

Chers chefs de délégations et invités, Camarades,

L'ALBA nous convoque aujourd'hui à réaffirmer notre soutien le plus ferme au peuple et au gouvernement boliviariens face aux récentes actions d'ingérence et aux menaces du gouvernement des États-Unis contre le Venezuela.

Les faits démontrent qu'on ne peut pas ignorer l'Histoire. Les relations des États-Unis avec l'Amérique latine et la Caraïbe ont été marquées par la « Doctrine Monroe » et le principe de domination et d'hégémonie à l'égard de nos pays.

Simon Bolivar avait anticipé que les États-Unis « semblent destinés par la providence à affliger notre Amérique des misères au nom de la liberté », et José Martí était tombé au combat sans achever la lettre où il était question de son « devoir d'empêcher avant qu'il ne soit trop tard, au moyen de l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne se s'étendent dans les Antilles avant de s'abattre avec cette force supplémentaire sur nos terres d'Amérique ».

Vinrent ensuite les interventions militaires, les coups d'État, les manœuvres visant à renverser des gouvernements nationalistes ou progressistes, le soutien aux dictatures militaires sanguinaires, les opérations secrètes, le soutien au terrorisme et à la subversion, ainsi que le pillage de nos ressources en vue de perpétuer la dépendance et le sous-développement.

L'audace victorieuse de mener une Révolution socialiste à 90 milles marins des côtes des États-Unis a supposé des sacrifices immenses, des pertes humaines et des privations matérielles pour le peuple cubain, soumis depuis le triomphe même de la Révolution, voici plus de 56 ans à tout genre d'hostilités, y compris au soutien et à

l'organisation de bandes armées dans les montagnes, dès la fin même de 1959 – c'est-à-dire à partir de l'année même du triomphe de la Révolution –, l'invasion de Playa Giron, en 1961, et l'officialisation du blocus en 1962, tout cela dans l'intention délibérée de détruire la Révolution et de changer l'ordre politique, économique et social que nous nous étions librement fixés et que nous avons ensuite confirmés lors d'un référendum constitutionnel.

Le résultat a été un cuisant échec, des dommages à notre peuple et l'isolement total des États-Unis dans leurs objectifs, comme l'a reconnu récemment le président Barack Obama en annonçant une nouvelle politique et l'ouverture d'un nouveau chapitre. Cependant, les porte-paroles de son gouvernement continuent de préciser que seules les méthodes ont changé et que les objectifs restent les mêmes.

Le triomphe de la Révolution bolivarienne a constitué un jalon extraordinaire dans l'histoire du Venezuela et de toute la région, qui a commencé à sortir de la longue nuit néolibérale. Une époque de changements s'est ouverte sur le continent et d'autres pays ont décidé d'emprunter la voie de la pleine indépendance et de l'intégration, et de reprendre les bannières des pères de notre indépendance.

Ainsi virent le jour l'ALBA, l'Unasur, la CELAC, qui se sont unies, dans leur diversité, à d'autres groupes et initiatives précédentes mues par une authentique vocation

*Suite à la page (18)*

## Intervention de Nicolas Maduro au IX<sup>e</sup> sommet extraordinaire de l'Alba !

Premiers ministres,

Chanceliers de nos frères et sœurs de l'ALBA,

Je vous souhaite la bienvenue la plus sincère, la plus affectueuse qu'on puisse souhaiter à un frère qui vient nous rendre visite avec son soutien, avec sa solidarité. Sentez-vous, comme toujours, ici chez vous, au Venezuela, sur cette terre de libérateurs, dans cette Caracas historique de tant de batailles pour l'indépendance pendant déjà des siècles.

Chers frères de Bolivie, de Cuba, du Nicaragua, de la Dominique, de Saint Vincent et des Grenadines, d'Antigua et Barbuda, de la Grenade, de San Cristobal et Nieves, de Sainte Lucie, d'Equateur, et nous avons invité de façon très spéciale notre sœur Haïti, Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA),

Il y a à peine une dizaine d'années, nous avons eu une réunion extraordinaire dans d'autres conditions avec la participation de 18 États de notre Amérique caribéenne, de nos Caraïbes américaines, pourrait-on dire ou de notre Amérique caribéenne. Là, nous étions dans le cadre de PETROCARIBE, 10 jours à peine, et là a été approuvé un plan de consolidation, d'expansion, de croissance de PETROCARIBE vers différents programmes: le développement énergétique, économique, social.

Le mot clef, je le disais à nos frères quand je les ai reçus ici à la porte du Palais Présidentiel de Miraflores, le mot clef est solidarité. C'est le mot clef de la construction de la nouvelle union, de la nouvelle intégration, de la nouvelle indépendance de l'Amérique Latine et des Caraïbes: la solidarité, la fraternité véritable, le travail conjoint, les relations sur la base de l'égalité, de la coopération, de la fraternité, du respect mutuel.



Nicolas Maduro

L'Amérique Latine et les Caraïbes sont en train d'écrire une histoire gigantesque, glorieuse, dans les nouvelles relations, dans le cadre de l'ALBA, de PETROCARIBE, de l'UNASUR, de la CELAC. Une nouvelle histoire s'est ouverte pour l'Amérique et c'est une histoire qui a pour centre sortir des chaînes des vieux colonialismes, des nouveaux néo-colonialismes qui ont fait de notre région un lieu d'esclavage, de retard et de pauvreté pendant 500 ans et plus et c'est une histoire qui est centrée sur le bonheur de nos peuples, sur la paix.

J'ai toujours dit ici, dans notre patrie, à nos concitoyens, à nos compatriotes, pour nous, la grande victoire est la paix, la paix avec l'égalité, avec l'éducation, avec la santé, avec le travail, avec des revenus dignes du peuple, avec une distribution des richesses juste et équitable, la paix avec la justice, la paix avec les droits politiques, avec un Pouvoir Populaire, ma paix interrégionale. C'est le centre de ce que nous cherchons.

Pour cette raison, nous sommes très heureux de vous recevoir aujourd'hui et, de plus, bon, au milieu d'une bataille inéluctable, inévitable. Si nous voulons vraiment passer le XXI<sup>e</sup> siècle et consolider tous unis et seulement unis, l'indépendance de toute une région: l'Amérique Latine et les Caraïbes, l'unité seule peut nous per-

mettre de nous renforcer.

Si nous regardons l'histoire de 200 ans de recherche de l'indépendance, de la république, de notre propre identité, et comment la division entre nos gouvernements, nos peuples, ont amené de longues décennies de dictatures dans certains pays, de régimes néo-coloniaux qui pillaient nos richesses dans d'autres pays, d'interventions armées brutales dans d'autres pays frères, ce sont deux siècles où nous avons vu passer l'histoire et, enfin, comme dirait Hugo Chavez: "Le XXI<sup>e</sup> siècle sera le siècle de notre émancipation" - il nous le disait déjà en 1992, 1993, 1994—, le XXI<sup>e</sup> siècle sera notre siècle. Maintenant, nous ne pouvons pas laisser passer cette occasion, maintenant, ce sera notre siècle". Certains l'ont écouté et ont dit: "Notre siècle" et nous avons vu rapidement s'installer à Miami le Sommet des Amériques et la signature de l'ALCA: "Notre siècle". Certains ont pu dire: "Bon, cette approche est émouvante mais c'est une utopie de plus". Et ils ont commencé à parler de l'utopie concrète, de faire une réalité des rêves à travers des projets politiques viables qui correspondent à la conscience, à l'identité et aux besoins de notre peuple et, en plus, à travers une volonté politique de fer.

Vous avez tous connu le Commandant Hugo Chavez, vous l'avez bien connu et vous savez que c'était un homme qui allait défendre les idées justes avec son corps, avec sa pensée, avec tout ce qu'il avait. Il aimait beaucoup répéter la phrase de Bolivar: "Où je suis, j'y suis entièrement" et il ajoutait: "Et j'y vais avec tout". Nous aussi, sommes ainsi: Où nous sommes, nous, chers frères des Caraïbes, d'Amérique Centrale, d'Amérique du Sud, où nous sommes, nous, nous sommes entièrement dans notre lutte.

*Suite à la page (14)*

## LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 \* Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

[www.lacroixmultiservices.com](http://www.lacroixmultiservices.com)

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



contestée par certains partis politiques accusant les proches du pouvoir d'avoir fait main basse sur ces organismes régionaux et locaux. Du Dr Louis Gérald Gilles de Fanmi Lavalas à l'ancien député des Gonaïves et un des responsables du parti MOCRHENA, Sadrac Dieudonné, en passant par les dirigeants de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) et le RESPÉ de Charles Henri Baker, les BED et BEC représentent la meilleure des garanties pour qu'il y ait de bonnes élections.

Ces responsables, rejoints par d'autres organisations de la Société civile sur la question, entendent par là que le Conseil électoral doit absolument intervenir sur ces structures décentralisées qui sont très souvent sources de contestations, de fraudes en faveur de tels ou tels partis ou les proches du gouvernement. En définitive, ils estiment que les BED et BEC restent les points de départ de conflits et de crises politiques. Par contre à la surprise des autres responsables des partis qui assistaient à la rencontre du CEP au Karibe ce mercredi 11 mars 2015, la plateforme INITE de l'ex-Président René Prével représentée par l'ancien transfuge de l'OPL, Paul Denis, a déclaré sans ambages qu'elle accepte dans sa totalité le calendrier présenté par le CEP. Selon l'ancien ministre de la justice de INITE, prenant la parole au nom de ce parti, « ceux qui contestent le calendrier proposé par le CEP ne veulent pas d'élections dans le pays ». Pour Paul Denis, ces leaders politiques « veulent tout simplement semer le trouble dans le pays ». Rappelons que le parti de Paul Denis est le grand bénéficiaire du gouvernement de consensus dirigé par Evans Paul alias K-Plim avec des ministres de poids dans l'équipe de Michel Martelly.

Dans les débats ayant eu lieu

lors de cette présentation du calendrier électoral, le Président de l'institution, Pierre-Louis Opont se dit conscient du problème et comprend les craintes des responsables des partis à propos de certains BED et BEC. Selon lui il y aura certainement quelques changements dans la plupart de ces directions territoriales. Invité le lendemain par une radio de la capitale, Pierre-Louis Opont a affirmé que c'est au cas par cas que le problème des Bureaux Electoraux Départementaux et Communaux devrait être réglé. Il ne voulait pas généraliser les cas de contestation. Le Président du CEP croit qu'en grande partie l'organisme électoral n'a enregistré aucune protestation ou contestation contre les 3 membres ou l'un des membres des directions régionales.

Pour cette manifestation, le Conseil Electoral Provisoire avait fait le déplacement au grand complet, à l'exception de la Conseillère Marie-Carmel Paul Austin, afin de marquer leur soutien à leur Président, Pierre-Louis Opont qui n'a pas vraiment bonne presse dans l'opinion publique, compte tenu de son passé au CEP de Gaillot Dorsainvil de 2010. Les Conseillers électoraux en ont profité pour évoquer la problématique du financement des élections. Selon le Président Opont, au moment où le CEP présentait son calendrier électoral, aucun budget définitif n'avait été défini. Selon lui le Collège électoral ne dispose pas pour le moment d'un budget réel de fonctionnement pour mener à bien sa mission. L'un des Conseillers, Me Néhémie Joseph, déplore cette situation qui paralyse certaines activités de l'institution. Des déplacements en province ne pouvant être effectués faute d'argent, s'insurge-t-il. Alors que le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) dispose déjà d'un magot de 38 millions dollars

américains pour les élections.

Selon Me Néhémie Joseph, le CEP qui est le maître d'œuvre dans ces élections ne dispose que de miettes pendant que le PNUD avec ces 38 millions de dollars US ne veut rien débloquer avant l'adoption du calendrier électoral définitif. Selon les informations disponibles, pour le moment, l'Etat haïtien reste le plus grand donateur de fonds pour le financement de ces élections avec 13.8 millions de dollars US. Ensuite il y a l'Union européenne qui promet 6.8 millions de dollars suivie de près par les Etats Unis d'Amérique avec 6.5 millions. Le Canada arrive en 4<sup>e</sup> position avec une participation de 5.3 millions de dollars et le Japon, en cinquième position, qui met la main à la poche pour 4.5 millions de dollars. Sans oublier le Brésil qui ferme la marche avec un don de 1 million de dollars, ce qui fait un total de 37.9 millions de dollars placés sur un compte géré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Selon le Conseiller électoral, Jaccés Joseph, l'enveloppe globale pour l'organisation des élections peut atteindre jusqu'à 53 millions de dollars. Ces fonds ne rentrent pas dans la gestion quotidienne de l'organisme électoral.

D'autres fonds sont mis à la disposition du CEP par le gouvernement haïtien pour ses opérations. D'ailleurs, le pouvoir public haïtien devrait décaisser dans les jours à venir 1.1 milliard de gourdes pour financer les prochaines opérations électorales. Il y aura au moins 600 millions de gourdes pour les opérations propres du CEP et 500 millions de gourdes pour le financement de la campagne des partis politiques. Mais selon le Conseiller Néhémie Joseph, la lenteur administrative haïtienne rend difficile le déblocage de ces fonds. Ce qui pénalise les activités du CEP sur le terrain surtout dans les départements où certains BED et BEC sont sous le coup de sévères critiques de la part de la population et des partis politiques. Enfin, les Conseillers électoraux, apparemment très solidaires entre eux, en tout cas pour le moment, comparativement aux précédents CEP, ne voulaient faire aucune promesse formelle de modifications. Surtout pas sur les dates qu'ils tiennent pour définitives comme la date du 29 novembre 2015 pour que les noms de tous les parlementaires (20 sénateurs et 119 députés) soient connus. Ou encore ce vœu pieux que le 31 décembre 2015 tous les membres des pouvoirs locaux seront déjà élus à travers des élections libres et inclusives.

Les dirigeants du Conseil Electoral Provisoire se mettent même à rêver du nom du successeur du Président Martelly qui sera connu le 17 janvier 2016 au plus tard. Somme toute, après d'âpres discussions entre tous les intéressés et les membres du CEP, ces derniers avaient promis quelques rectifications dans le calendrier avant sa publication. Mais au grand dam de tous les partis et responsables politiques, aucune modification n'a été

processus de retrait en cours des contingents militaires de la MINUSTAH.

L'ambassadeur Régis souhaite que dans le contexte préélectoral actuel, les effectifs de la MINUSTAH soient maintenus à un niveau tel, qu'ils puissent rehausser sensiblement le climat de sécurité, qui est un facteur essentiel de la confiance des électeurs dans le processus et l'un des éléments déterminants de la réussite des élections. "Le Gouvernement d'Haïti croit utile d'en appeler au Conseil de sécurité, afin que celui-ci fasse preuve de toute la souplesse nécessaire dans la mise en œuvre de la reconfiguration de la mission de l'ONU. En particulier, à la lumière de l'évolution de la situation et des besoins qui se manifestent actuellement sur le plan de la sécurité. Le Gouvernement considère que le calendrier de retrait doit faire l'objet d'une réévaluation, afin de tenir compte, à chaque étape, de l'évolution de la situation réelle sur le terrain et, en particulier, des menaces et des risques qui pourraient mettre en péril la stabilité et la sécurité internes. Le Gouvernement haïtien attache la plus haute importance au maintien d'une présence suffisante des composantes militaire et policière de la

MINUSTAH qui, en appuyant de façon proactive l'action de la Police nationale d'Haïti pendant tout le cycle électoral, contribuerait sensiblement à raffermir la confiance dans un climat de sécurité", a-t-il laissé entendre.

Par ailleurs le gouvernement haïtien souhaite un renforcement de la composante policière de la MINUSTAH, de même que sa présence sur le terrain, dans le cadre d'un soutien accru à la Police nationale d'Haïti et d'une participation plus soutenue aux tâches quotidiennes liées à la sécurité et à la protection des citoyens.

Enfin de compte, chaque année, le gouvernement tètcale prend prétexte du phénomène de l'insécurité qu'il a lui-même créée pour justifier la demande du renouvellement du mandat de la MINUSTAH en Haïti ; cela en flagrante violation de la Constitution. Dans quelques mois, soit le 28 juillet prochain, Haïti va remémorer le centenaire de l'occupation américaine avec la présence de la MINUSTAH sur le sol national. La soi-disant élite macouto-GNBiste va-t-elle cette fois apporter son appui à la célébration de cette date noire dans l'histoire de ce peuple pour faire plaisir à ses patrons-colons ?

apportée dans le document final qui a été envoyé dès le lendemain de la rencontre, c'est-à-dire le jeudi 12 mars, au Président de la République pour validation. Du coup, le calendrier électoral est adopté définitivement et publié officiellement sans tenir compte de la moindre recommandation des acteurs politiques et de la Société civile. Et pour couper court à toutes discussions et enlever tout espoir aux protestataires de revenir sur l'agenda électoral, le Président Michel Martelly a immédiatement

signé un décret le vendredi 13 mars en vertu de l'article 19 du Décret électoral pour convoquer le peuple en ses comices selon le calendrier adopté par les Conseillers électoraux. Bref, beaucoup de sous entendus, de désaccords et de points de divergences demeurent en suspens. Ce qui, selon la plupart des dirigeants de la classe politique et de la Société civile, n'est pas forcément rassurant pour tout le monde.

C.C

## Salon Du Livre!



**Samedi 11 Avril 2015 • A partir de 2hres PM**  
**Au local du Journal Haïti Liberté**  
 1583 Albany Ave, Brooklyn NY 11210

Avec les écrivains suivants :  
 Jean Elie Barjon, Joseph D Chery, Rose Belline Gautier, Jean Lesly Vallon, Hamilton Garoute, Frantz Antoine Leconte, Jeannie Bogart, Eddy Toussaint, Denize Lauture, Jackson Rateau et tant d'autres...

Pour informations : 718-421-0162 • 718-600-9815

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal sur les conclusions conformes du Ministère Public représenté à l'audience par Me Ronald Thessier, Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort maintient le défaut déjà octroyé à l'audience du vingt deux (22) décembre deux mille quatorze (2014) pour le profit accueille l'action de la demanderesse pour être juste et fondée. Dit qu'elle est recevable pour examiner cette action ; déclare que la dame Emeline Gouin incommutable propriétaire de ces soixante deux centièmes de carreaux de terre sis à Morne Brice actuellement relevant du centre ville de la commune de Fond-des-Nègres tant par titre que par prescription. En conséquence, expulser des nommés Frito Jean et Wildor Charles sur le terrain dont s'agit ; Dire en outre démolir toutes les constructions, murs, pans de murs, maison, maisonnette, chaumière, bicoques, guichets en bois ou blocs y érigés ; condamner solidairement chacun à trente cinq mille (35,000) gourdes de dommages-intérêts et aux frais et dépens de la procédure. Enfin, accorder l'exécution provisoire sans caution sur le chef de l'exécution vu qu'il y a titre authentique. Commet l'huissier Marie Solène Pierre, immatriculée au greffe du Tribunal de Première Instance de Miragoâne pour la signification de la présente.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Marideline Paul, Juge du Tribunal de première Instance de Miragoâne en audience civile du lundi neuf (09) février deux mille quinze (2015), en présence de Me Ronald Thessier, Av. Emmanuel Désir de ce siège, An 212ème de l'indépendance.


Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement à exécution aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.

**Pour Expédition Conforme Collationnée.**  
**Emmanuel Désir, Greffier**

## LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL

### LEARN TO DRIVE



**La Différence Auto School**

836 Rogers Avenue  
 (between Church Avenue  
 & Erasmus Street)  
 Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

**Tel: 718-693-2817**  
**Cell: 917-407-8201**

## GREAT LEGACY AUTO SCHOOL



**"At Great Legacy We Convert  
Your Fears Into Confidence"**

**8402 Flatlands Avenue  
Brooklyn, NY 11236**  
 (718) 676-4514  
 (718) 942-4242

**Martine Dorestil, Owner  
Danny Dorestil, General Manager**

**5 Hour Classes  
Defensive Course Saturday 9AM**



## VLC AUTO REPAIR

- Engines • Transmissions
- Brakes • Starters
- Oil Change • Alternators
- Inspections

547 Albany Ave. Brooklyn, NY 11203  
 Nou pale kreyòl!  
**718.363.2873**

## BED STAR

**Car & Limo Service**

- 24 Hour Radio Dispatched
- Fast Response • All Airports

528 Empire Blvd., Bklyn, NY 11225  
**718.771.2299**

## TECHNIC DRIVING SCHOOL



### LEARN TO DRIVE

#### CAR, BUS, TRACTOR TRAILER




**30 HRS BASIC DRIVER COURSE  
CPR & FIRST AID TRAINING  
5 HR CLASSES  
6 HR DEFENSIVE DRIVING  
19A CERTIFICATION**

**1207 ROGERS AVENUE  
BROOKLYN, NY 11226**  
**718.282.7792**

## Joel H. Poliard M.D., M.P.H.

Family and Community  
 Medicine  
 Public health and Pediatrics



**5000 N.E. Second Ave,  
Miami FL, 33137**  
**tel. (305) 751-1105**

Vous savez que le Venezuela est un pays qui fait une révolution. La Révolution Bolivarienne est née de nos propres racines, elle n'est pas venue de rien, elle est venue d'un long processus historique, long dans ses débuts fondateurs, Bolivar, et eut son dénouement par là-bas, dans l'épousement d'un modèle néfaste de pillage du pays. Le premier pas qui a été fait dans notre pays, qu'a fait notre Commandant fondateur, notre Commandant Infini, a été de faire appel à la souveraineté populaire pour construire le nouveau cadre de la nouvelle patrie qui allait se construire.

Ce fut ainsi, nous avons traversé plusieurs chemins de lutte, des conspirations de plusieurs tendances pendant un an, l'autre, l'autre et toutes les adversités provoquées ou créées par les conspirations, ce qu'elles ont fait, c'est renforcer et accroître la conscience d'un peuple qui n'a pas cessé de combattre pour sa dignité, pour son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, jamais, le peuple du Venezuela n'a cessé, pas une seconde! Des miracles que nous avons vécus ici!

Quand nous avons pris la photo officielle, j'ai dit à nos frères de l'ALBA que sur cette colline que vous voyez en face, où nous prenons la Photo Officielle, là est arrivé l'hélicoptère à 3 heures du matin, le 14 avril 2002, avec le Commandant Chavez. Le peuple l'avait sauvé, par miracle, quand ils l'avaient enlevé et presque fusillé.

Nous avons passé et écrit avec notre peuple des pages vraiment magiques, pour ne pas dire héroïques, parce que oui, elles sont héroïques mais presque magiques et notre peuple a gagné le respect pour l'idée de la révolution démocratique, participative, constitutionnelle, bolivarienne, anti-impérialiste, anti-colonialiste, antiraciste, socialiste du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le XXI<sup>e</sup> siècle nous a trouvés au milieu de cette bataille si importante et dans ces circonstances est née, a jailli la nouvelle organisation du continent. Le premier pas, c'est Fidel, Cuba et Chavez, le Venezuela, par là, qui l'ont fait, dans les années 2000, 2001. Ils rêvaient. Face à l'ALCA a surgi, un jour, un nom: l'ALBA, Alternative Bolivarienne pour les Peuples de l'Amérique. Et ensuite, le 14 décembre 2004, à La Havane, naît l'idée. Nous sortions, nous, d'une grande bataille et de la grande victoire du référendum révo-catoire.

Ensuite, en 2005, naît PETROCARIBE avec 6 ou 7 Etats, aujourd'hui, 18 Etats composent PETROCARIBE, une grande alliance énergétique, économique, humaine. Ensuite, le 17 avril 2007, naît l'UNASUR, à Margarita. Et ensuite, je crois que la majorité des chefs d'Etat et de Gouvernement présents ont été les protagonistes de la naissance de la CELAC, les 2 et 3 décembre 2011, alors que notre Commandant prenait presque congé de cette vie. En une vie très courte, il est revenu de jouer un rôle clef, de de lancer la construction de la nouvelle Amérique, de Notre Amérique, comme l'a dit José Martí, l'Apôtre de l'Amérique, Notre Amérique! dans son concept des deux Amériques, Notre Amérique!

Le Venezuela dans son histoire - je m'excuse de parler de cette façon mais je

veux le dire - jamais au grand jamais n'a agressé aucun peuple de notre Amérique ni des Caraïbes ni du monde. Jamais n'a participé à des armées pour bombarder ou occuper des peuples en aucun endroit de la planète. Jamais au grand jamais, il n'a approuvé d'invasions ou d'agressions contre des peuples. Et à l'époque de la Révolution Bolivarienne, si le Commandant Chavez a fait quelque chose, ça a été de renforcer la vocation de peuple de paix qui est dans la Constitution. Le Venezuela est un peuple de paix, c'est un peuple de guerriers. Nous sommes dans le Salon Soleil du Pérou, en hommage à la Bataille d'Ayacucho. Ici, se trouve notre libérateur Simon Bolivar, là, sur les très hauts sommets de l'Amérique du Sud, là, du côté de Junin, de Bombona, de Pichincha, par là. Ce sont nos fondateurs et ils sont venus de là, les noirs qui étaient esclaves et se sont libérés dans la guerre d'indépendance, ont marché depuis les côtes des Caraïbes, les Indiens, les métis, les mulâtres, les métis de noirs et d'indiens, les blancs pauvres ont marché et presque toujours à pied et nus, sont arrivés jusqu'aux plus hauts sommets pour libérer les peuples, pour rejoindre les armées. Il est revenu à Bolivar d'être le Commandant de l'Armée Unie du Sud qui a rejoint les troupes de San Martín, de O'Higgins et les troupes qui venaient de la Nouvelle Grenade, victorieuses à Boyaca, et elles venaient de Carabobo, victorieuses de là, de notre terre chérie. Il leur est revenu, à ce moment, d'aller expulser le dernier soldat de l'empire espagnol des terres américaines, d'unir des armées et de fonder des républiques. Jamais, jamais, n'est sorti de cette terre vénézuélienne ni un mot ni une action, et ne sortira jamais, et si nous avons aidé à construire quelque chose depuis le Venezuela, c'est l'union pour que notre région soit une zone de paix véritable.

Pour cette raison, la déclaration du président Barack Obama du 9 mars est disproportionnée. Je l'ai là, nous la connaissons tous, qui déclare que la République Bolivarienne du Venezuela est une menace pour la sécurité nationale, pour la sécurité des Etats-Unis d'Amérique du Nord et déclare l'état d'urgence des Etats-Unis, une disproportion honteuse qui a déjà été dénoncée et condamnée par des peuples, des gouvernements et des organismes du monde, elle a déjà été condamnée.

L'UNASUR, à l'unanimité, à "la moitié du monde", là, à Quito, les 12 gouvernements d'Amérique du Sud, ont approuvé une déclaration historique condamnant, dénonçant ce document qui constitue une menace envers le Venezuela et ont appelé à abroger ce décret, joignant leurs voix et nous, nous nous joignons aux voix qui, depuis l'Amérique du Sud, depuis l'Amérique Latine et le monde exigent, demandent que soit abrogé ce décret exécutif de l'empire qui agresse le peuple vénézuélien. C'est la déclaration la plus grave de toute l'histoire de notre pays qui ait été faite de la part de n'importe quel pays du monde, en particulier d'une puissance contre le Venezuela. En plus elle est fautive, absolument fautive. Le Venezuela

n'a pas de plans, n'a jamais eu et n'aura jamais de plans pour agresser les Etats-Unis, pour causer des dommages à quoi que ce soit des Etats-Unis ou aux Etats-Unis. Au contraire, chers frères, présidents, premiers ministres, chefs de délégations, le Venezuela a, aux Etats-Unis - je ne sais pas si vous le savez vraiment - un programme spécial intitulé Jitinoide, par lequel nous donnons du combustible de chauffage à plus de 200 000 familles. Plus de 2 millions de personnes sont sauvées de la mort de froid par le soutien solidaire qu'a initié le Commandant Chavez comme s'il y avait une ALBA là-bas, aux Etats-Unis, pour parler de l'une des initiatives permanentes tous les ans.

Nous avons les meilleures relations avec des universitaires, des intellectuels, des syndicats, des mouvements afro-américains, des mouvements indigènes, des mouvements communaux, des mouvements pour les droits civiques. Nous sommes, nous l'avons toujours dit, au meilleur moment de nos relations avec le peuple des Etats-Unis et c'est la voie que nous avons et que nous allons conserver.

J'ai dit, en tant que chef d'Etat et de Gouvernement, chers frères et sœurs des peuples et des gouvernements de l'ALBA, que le Venezuela sera toujours disposé à discuter avec le gouvernement des Etats-Unis pour entamer des relations de respect, d'amitié, dans un climat franc et d'égalité. J'ai pris une initiative après l'autre depuis que me revient la responsabilité que m'a laissée le Commandant Chavez et que m'a donnée le peuple vénézuélien.

Il y a un an, j'ai désigné un ambassadeur, l'avocat Maximilien Arveláiz, un an! et ils n'ont pas donné leur consentement. J'ai dû le nommer chargé d'affaires de l'ambassade à Washington pour qu'il puisse travailler et il est là, discutant à tous les niveaux et amenant la vérité du Venezuela face aux conspirations, à la conjuration, au mensonge et à la manipulation qu'il y a dans les couloirs du Congrès et dans les médias de communication étasuniens.

Il y a un an, j'ai décidé de former une commission d'Etat et j'ai placé le président de l'Assemblée Nationale, Diosdado Cabello, à la tête de cette délégation pour parler avec les Etats-Unis d'Amérique du Nord où ils voudraient, quand ils voudraient et de ce qu'ils voudraient. Et de ci-de là, ce que nous avons eu, c'est la suffisance, l'arrogance, parce qu'il existe un plan pour déstabiliser, renverser et détruire la Révolution Bolivarienne et recoloniser le Venezuela.

Les raisons? Un, une raison politique, notre position de dignité anti-impériale, notre volonté de construire un monde multipolaire, de construire le socialisme et ce qui émane de cet effort et, pourquoi ne pas le dire? de cet exemple.

Et deux, une raison très puissante. Certains analystes dans le monde disent qu'elle est plus puissante que la première: le Venezuela a les réserves de pétrole certifiées les plus importantes de la planète et les élites des Etats-Unis et leurs transnationales veulent s'approprier le pétrole vénézuélien pour tordre le bras au monde entier et imposer la dictature économique par le chantage et le contrôle

des plus grandes réserves de pétrole de la planète. Et ils n'ont pas réussi et ne réussiront pas, ni l'un ni l'autre.

Voilà les sujets vitaux d'aujourd'hui. Et nous avons eu une conversation en privé où j'ai développé, et bilatéralement avec plusieurs délégations, toute l'information que j'ai sur cette situation, sur ces circonstances, sur la lutte que nous livrons.

Le peuple vénézuélien a grandi en ferveur patriotique, des millions d'hommes et de femmes sont dans les rues tous les jours pour ratifier notre caractère de patrie souveraine, indépendante et de patrie de paix. Des millions! Elle a augmenté ainsi, regardez, la force d'un peuple et son esprit patriotique parce que c'est une agression contre tout le Venezuela.

Nous avons reçu diverses manifestations de solidarité. Aujourd'hui, au petit matin, nous est parvenu un message que je voudrais partager avec vous, bref et fort, du Commandant Fidel Castro Ruz. De là-bas, il a écrit un message qui a circulé aujourd'hui sur les réseaux sociaux, qui a été publié dans la presse de Cuba et d'autres parties du monde. Fidel écrit:

Honorable M. le Président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro,

Comme l'a annoncé la presse, demain mardi 17 mars, aura lieu à Caracas le Sommet de l'ALBA pour examiner la politique insolite du gouvernement des Etats-Unis contre le Venezuela et l'ALBA.

L'idée de créer cette organisation est venue de Chavez lui-même, désireux de partager avec ses frères caribéens les énormes ressources économiques dont la nature avait doté sa Patrie de naissance, mais dont les bénéfices avaient fini par atterrir aux mains de puissantes entreprises nord-américaines et de quelques millionnaires vénézuéliens.

La corruption et le gaspillage furent le principal stimulant de la première oligarchie fascisante, fanatique de la violence et du crime. Les violences et les crimes commis contre le peuple vénézuélien sont si intolérables que l'on ne saurait les oublier, et jamais il n'acceptera un retour au passé de l'époque pré-révolutionnaire qui fut à l'origine des attaques contre les centres commerciaux et les assassinats de milliers de personnes, dont on ignore encore le chiffre exact.

Simon Bolivar se donna corps et âme à la colossale mission de libérer le continent. Plus de la moitié des meilleurs enfants de son peuple combattit et mourut au cours de longues années d'une lutte incessante. Avec moins de 1% de la surface de la planète, ce pays possède les plus grandes réserves d'hydrocarbures du monde. Pendant un siècle entier, il fut obligé à produire tout le combustible dont les puissances occidentales et les Etats-Unis avaient besoin. Au rythme actuel, les hydrocarbures, qui ont mis des millions d'années à se former, pourraient s'épuiser en moins d'un siècle, et les 7,2 milliards d'êtres humains que nous sommes aujourd'hui auront doublé en 100 ans, et auront atteint les 21 milliards en 200 ans, si bien que seuls les prodiges de la technologie la plus avancée pourraient peut-être permettre de prolonger un peu

plus la survie de l'espèce humaine. Pourquoi n'utilise-t-on pas les fabuleux moyens de diffusion pour informer et éduquer les gens sur ces réalités - au lieu d'encourager la duperie - que chaque personne saine d'esprit est en droit de connaître?

Un Sommet de l'ALBA ne peut pas avoir lieu sans que ces réalités qui nous touchent d'aussi près ne soient prises en compte.

Elle a déclaré de façon précise qu'elle a toujours été prête à discuter de manière pacifique et civilisée avec le gouvernement des Etats-Unis, mais qu'elle n'acceptera jamais de recevoir des menaces ou ordres de ce pays.

J'ajoute que j'ai pu observer l'attitude, non seulement du peuple héroïque de Bolivar et Chavez, mais aussi une circonstance spéciale: la discipline exemplaire et l'esprit de la Force armée nationale bolivarienne. Quoi que puissent faire l'impérialisme des Etats-Unis, jamais il ne pourra compter sur cette armée pour faire ce qu'il a fait durant tant d'années. Aujourd'hui, le Venezuela possède les soldats et les officiers les mieux équipés d'Amérique latine.

Lorsque tu t'es réuni récemment avec les officiers, on pouvait constater qu'ils étaient prêts à verser jusqu'à leur dernière goutte de sang pour leur Patrie.

Une accolade fraternelle à tous les Vénézuéliens, aux peuples de l'ALBA et à toi personnellement.

Fidel Castro Ruz, le 16 mars 2015

Fidel présent et toujours conséquent au Sommet (Applaudissements)


Bon, chers frères et sœurs, il faut travailler une importante déclaration. Nous avons eu certaines conversations en privé avant d'entrer dans cette salle. Il y a des sujets très importants comme le Sommet des Amériques, ainsi appelé, des deux Amériques, au Panama, quelle position va-t-on prendre et amener d'ici au Sommet et au Sommet même, un Sommet qui va avoir comme élément vital historique la victoire des peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes avec la présence de Cuba, où elle aurait toujours dû être et où, à partir d'aujourd'hui, Cuba va toujours être, sur la chaise de dignité au Sommet des Amériques. Une grande victoire, sans doutes, de la nouvelle conscience, de la nouvelle force, du nouveau moment historique.

Je vous remercie tous pour votre présence, chers frères, et je déclare ouvert le Sommet Extraordinaire de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique. Sentez-vous chez vous et nous allons commencer les délibérations.

Bienvenue! Welcome! (Applaudissements).

Nous allons commencer les interventions. On est en train de travailler sur le document central de cette importante réunion historique, de ce Sommet et le Président des Conseils d'Etat et des Ministres de Cuba, le Général d'Armée Raúl Castro Ruz, me demande la parole.

Granma 17 mars 2015  
Traduction Françoise Lopez  
Cuba si France 20 Mars 2015



**Dr. Kesler Dalmacy**  
671 New York Ave.  
Brooklyn, New York 11226  
Tel: 718-434-5345  
Le docteur de la  
Communauté Haïtienne  
New York

**Christine M. Mosse**  
MD  
  
**Internal Medicine**  
**Board Certified**  
2336 Second Avenue (at 120th Street)  
New York, NY 10035  
Office hours by appointment  
**212.987.5200**

**Greater Brooklyn**  
**Gastroenterology Care**  
**Michel Jose Charles MD, FAGG, AGAF**  
Board Certified Gastroenterology  
**Office Locations**  
3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210  
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236  
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212  
**By Appointment Only**  
Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501  
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com  
"Giving care, one patient at a time."

**Excellent Senior Care**  
  
**Adult Daycare**  
• Exercise • Meals • Recreation  
• Dancing • Massage Therapy  
• Computer Classes • Health Screenings  
• Yoga • ESL • Bingo • Hair Cuts  
• Manicures • Bowling  
• Door-to-Door Transportation  
Administrator: Mercedes Narcisse  
**Free Consultation!**  
**Nou pale kreyòl!**  
1488 New York Avenue  
Brooklyn, NY 11210  
**718.928.7505** "We Care"  
www.excellentSeniorCareBrooklyn.com



à Syriza. Démocratiquement, les Grecs ont voté contre la politique de l'UE, contre les décisions de la Troïka et contre les ajustements structurels. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a beau dire que les élections ne changent pas les traités, comment compte-t-il discipliner la Grèce ? Le peuple grec est plus éveillé que par le passé et mène la lutte à travers le système démocratique. Il y a d'abord eu un sentiment antiallemand, car les Grecs voyaient que les ajustements structurels étaient dictés par Berlin. Et dans un premier temps, l'extrême droite a profité du mécontentement en Grèce. Mais aujourd'hui, les travailleurs grecs sont prêts à entendre d'autres arguments. Ils ne se laissent plus endoctriner par les théories fumeuses sur le chauvinisme, le racisme, etc.

Et cette évolution pourrait gagner le reste de l'Europe où les problèmes deviennent de plus en plus importants pour les travailleurs. Quand il y a autant de chômage chez les jeunes, quand vous vous faites du souci pour vos enfants qui ne savent pas se payer une maison, quand le pays connaît de sérieux problèmes démographiques, alors, les idéologies fascistes n'atteignent plus le cœur de la classe ouvrière et la contradiction arrive au sein de partis sociaux-démocrates. Partout en Europe, ces partis sont punis à présent. On ne les prend plus au sérieux.

Là où les partis traditionnels sont en perte de vitesse, l'extrême droite en profite. Mais cela ne va pas durer, car les gens vont se rendre compte de l'incompétence de ces petits partis. Prenez l'exemple de la N-VA en Belgique. Ce parti est resté populaire tant qu'il était dans l'opposition. Mais si vous rassemblez tous les ministres N-VA du gouvernement actuel, ils ne seront pas capables de gérer plus de cinq minutes cette petite cuisine où nous nous trouvons. Le niveau politique de leur leadership est excessivement bas et ils n'ont pas de solution à apporter à la crise. En Grèce, on a déjà dépassé ce stade. Ailleurs en Europe, on essaie encore d'éclipser les problèmes de fond avec des idéologies réactionnaires.

**Grégoire Laliou :** Quelles sont ces idéologies réactionnaires qui sèment la confusion aujourd'hui en Europe ?

**Mohamed Hassan :** Tout d'abord, l'islamisme réactionnaire et l'islamophobie qui sont en fait les deux faces d'une même médaille. Dans notre livre Jihad made in USA, nous avons analysé ce que recouvrait ce terme « islamisme ». Il y a derrière ce concept cinq courants dont certains sont contradictoires. L'islamisme réactionnaire est l'un d'eux. Et il est important de voir d'où vient ce courant et pourquoi il est si populaire aujourd'hui. Toutes ces interrogations nous mènent vers l'Arabie saoudite, un royaume féodal dont la création a été soutenue à l'époque par la Grande-Bretagne pour affaiblir l'Empire ottoman et qui, depuis la découverte du pétrole, entretient une relation privilégiée avec l'Occident, surtout avec les Etats-Unis. Cette relation donne carte blanche

à l'Arabie saoudite pour promouvoir sa vision réactionnaire de l'islam jusqu'en Europe. Si vous allez dans une librairie islamique à Bruxelles par exemple, la plupart des livres de théologiens traduits en français sont édités par l'Arabie saoudite. Vous pouvez trouver d'autres bouquins très intéressants et plus progressistes sur l'islam, mais ils sont généralement écrits en arabe littéraire. L'Arabie saoudite est le principal pays qui a les moyens et la possibilité d'éditer des livres en français. Elle peut ainsi toucher un public qui ne lit pas l'arabe et diffuser son interprétation arriérée de l'islam.

Pourquoi ceux qui prétendent lutter contre le fanatisme ne remontent-ils pas à la source ? En réalité cette intelligentsia européenne qui écrit jour et nuit sur le fanatisme religieux renforce ce contre quoi elle prétend lutter. Ces charlatans qui se focalisent uniquement sur l'islam, la démocratie, la liberté d'expression, etc. Ils ont un diplôme de la Sorbonne, mais vivent encore au Moyen-âge dans leur tête.

En 1909, Lénine commentait les débats qui déchiraient le parlement russe sur le budget de l'Eglise. Et il mettait en garde sur la diversion et la division que pouvaient impliquer de telles palabres. « Nous ne devons pas permettre qu'une question relativement particulière masque la question fondamentale des intérêts et de la politique de la bourgeoisie, en tant que classe. » Or, aujourd'hui en Europe, vous avez une pseudogauche qui ne s'attaque plus au problème fondamental des inégalités sociales, mais qui vous rabâche sans cesse les oreilles avec la laïcité. Ce qui est très contre-productif. Prenez l'exemple de la Belgique. Dans les années 50 et jusqu'aux années 80, les chrétiens démocrates constituaient la première force politique en Flandre. Dans cette partie du pays, les écoles catholiques constituent la majeure partie du réseau d'enseignement. En Wallonie, la proportion est inversée, vous avez surtout des écoles publiques laïques. Cette domination du courant catholique en Flandre s'expliquait par le fait qu'autrefois, le nord du pays était surtout peuplé par des paysans très croyants alors qu'en Wallonie où l'industrie s'était davantage développée durant le 19e siècle, le socialisme était plus important. Mais quelle est la situation aujourd'hui alors que la Flandre s'est fortement développée durant le 20e siècle et ne compte plus autant de paysans ? Les chrétiens démocrates ne sont plus la première force politique au nord du pays. En Wallonie, ils ont même changé leur nom pour en faire disparaître l'appartenance religieuse. Les églises se vident. On ne sait plus quoi en faire. Certaines sont transformées en hôtels, d'autres en salles de spectacle. On voit donc qu'à travers le développement d'une société capitaliste, la religion recule. Lénine posait donc la question aux anticléricaux : pourquoi écrire sans cesse sur la religion ? Pourquoi jeter de l'huile sur le feu ? La laïcité, aux mains de ces réactionnaires européens, est devenue un instrument servant à diviser les masses. Voilà le piège qu'il faut éviter.

**Grégoire Laliou :** Mais Lénine

était aussi un farouche défenseur de la laïcité et des communistes ont la réputation d'être des « bouffeurs de curé »...

**Mohamed Hassan :** Lénine défendait une vision plus progressiste de la laïcité. « Nous exigeons que la religion soit une affaire privée vis-à-vis de l'Etat, mais nous ne pouvons en aucune façon considérer la religion comme une affaire privée en ce qui concerne notre propre Parti. L'Etat ne doit pas se mêler de religion, les sociétés religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'Etat. Chacun doit être parfaitement libre de professer n'importe quelle religion ou de ne reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée, comme le sont généralement les socialistes ».

Ainsi, bien que prônant une séparation stricte de l'Etat et de la religion, Lénine ouvrait les rangs de son parti aux croyants, tout socialiste qu'il était : « L'unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée combattant pour se créer un paradis sur la terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel. Voilà pourquoi, dans notre programme, nous ne proclamons pas et nous ne devons pas proclamer notre athéisme ; voilà pourquoi nous n'interdisons pas et ne devons pas interdire aux prolétaires, qui ont conservé tels ou tels restes de leurs anciens préjugés, de se rapprocher de notre Parti. Nous préconiserons toujours la conception scientifique du monde ; il est indispensable que nous luttons contre l'inconséquence de certains "chrétiens", mais cela ne veut pas du tout dire qu'il faille mettre la question religieuse au premier plan, place qui ne lui appartient pas ; qu'il faille laisser diviser les forces engagées dans la lutte politique et économique véritablement révolutionnaire au nom d'opinions de troisième ordre ou de chimères, qui perdent rapidement toute valeur politique et sont très vite reléguées à la chambre de débarras, par le cours même de l'évolution économique. La bourgeoisie réactionnaire a partout eu soin d'attiser les haines religieuses — et elle commence à le faire chez nous — pour attirer de ce côté l'attention des masses et les détourner des problèmes économiques et politiques réellement fondamentaux, problèmes que résout maintenant le prolétariat russe, qui s'unit pratiquement dans sa lutte révolutionnaire. »

**Grégoire Laliou :** Il y a près de cent ans donc, Lénine dénonçait l'instrumentalisation de la religion pour diviser les classes. Une analyse qui reste plus que jamais d'actualité !

**Mohamed Hassan :** Tout à fait. L'Europe traverse une grave crise économique et la situation se détériore de façon dramatique pour les travailleurs. On augmente l'âge de la retraite alors que le chômage explose chez les jeunes, de plus en plus de familles n'arrivent pas à joindre les deux bouts alors que le nombre de milliardaires atteint un nouveau record en 2014... Et une prétendue gauche vous explique que le problème aujourd'hui, c'est qu'on réserve des créneaux horaires pour les femmes voilées à la piscine !

Vous mesurez l'ampleur des dégâts sur le fond idéologique ?

Une autre théorie réactionnaire sème la confusion. Elle attribue tous les maux aux juifs, que ce soit la crise économique ou les guerres impérialistes. Nourrie à l'antisémitisme, elle accomplit en fait le même objectif que la théorie islamophobe en détournant l'attention des vrais problèmes et en divisant les masses.

**Grégoire Laliou :** C'est une thèse qui a effectivement pris de l'ampleur ces dernières années et qui divise jusqu'au sein de mouvements progressistes... Quel est le fond du problème selon vous ?

**Mohamed Hassan :** L'exploitation des travailleurs par une élite économique qui continue de s'enrichir pendant la crise. Cette élite utilise même la crise pour démanteler les acquis sociaux et faire toujours plus de profit. Et cette élite n'a rien à voir avec le judaïsme. Si l'on poursuit jusqu'au bout la logique de ces mouvements antisémites qui se revendiquent de l'anti-impérialisme, il suffirait de se débarrasser des juifs pour résoudre tous les problèmes. Très bien. C'est ce qu'Hitler avait entrepris et vous savez quoi ? Les conditions des travailleurs allemands n'avaient rien d'enviable, croyez-moi ! Dans l'Allemagne nazie, les syndicats avaient été détruits ainsi que les conventions collectives, la part des salaires dans le PIB avait fortement chuté et la semaine de travail avait été poussée jusqu'à 60 heures. Donc, pas besoin des juifs pour exploiter les travailleurs. De même, en France aujourd'hui, le problème ne vient pas de juifs. Le problème, c'est l'impérialisme français en alliance avec d'autres classes impérialistes qui exploitent les travailleurs en France et dans d'autres parties du monde. D'un côté, l'impérialisme français mène des guerres contre des peuples innocents loin de ses frontières comme en Libye ou en Syrie. De l'autre côté, il sème la guerre au sein de son propre peuple.

Il faut étudier l'Histoire. Les gens ne connaissent plus rien aujourd'hui et c'est un véritable problème. Il est nécessaire de s'instruire et d'ouvrir le dialogue. Moi-même, Ethiopien issu d'une famille musulmane, lorsque je suis arrivé en Europe, la première chose que j'ai faite, c'était d'étudier l'Histoire de ce continent. Et à travers cela, j'ai aussi étudié l'Histoire des juifs en Europe. Le racisme envers les juifs est le plus important qu'on n'ait jamais connu en Europe. Et il est passé par différentes phases. Il y a d'abord eu des mouvements de protestants en Angleterre au début du 19e siècle qui ont soutenu le sionisme. Ils voulaient rassembler tous les juifs dans un pays pour les convertir ensuite.

**Grégoire Laliou :** Début du 19e ? C'était bien avant Theodore Herzl et le Congrès de Bâle en 1897...

**Mohamed Hassan :** Le projet sioniste de Herzl est venu plus tard en effet et à l'époque, la majorité de juifs européens y était opposée. Mais une nouvelle phase d'antisémitisme s'est développée ensuite. Elle a trouvé sa pleine expression avec Hitler qui cherchait lui aussi à détourner la colère légitime des travail-


leurs envers le patronat. Hitler expliquait aux Allemands que leur ennemi n'était pas le capital, mais les juifs. Il avait pour modèle l'industriel US Henry Ford qui, entre 1920 et 1922, avait écrit toute une série d'articles antisémites. C'était une nouvelle forme d'antisémitisme qui n'avait plus rien à voir avec l'antisémitisme chrétien. Il s'agissait plutôt de dépeindre les juifs comme un peuple cherchant à contrôler le monde à travers la finance, la révolution bolchévique et même le jazz !

Enfin, les puissances européennes se sont débarrassées de la question juive avec la création d'Israël. Ces juifs qu'on a envoyés en Palestine étaient européens, ils ont été discriminés, parqués dans des ghettos et persécutés. Finalement, les puissances impérialistes les ont utilisés comme agents pour faire d'Israël un gendarme à leur service au Moyen-Orient. Je considère en fait la création d'Israël comme le plus haut niveau de l'antisémitisme européen. Je le répète, il faut étudier l'Histoire. Alors vous comprendrez ce que c'était d'être juif en Europe. Je ne soutiens pas la politique sioniste d'Israël, mais je soutiens les juifs qui ont souffert et parmi lesquels ont trouvé des progressistes d'exception. Il faut lire La destruction des Juifs d'Europe de Raul Hilberg ou bien encore The Stars Bears Witness de Bernard Goldstein. Un travail précieux que les sionistes voudraient cacher aujourd'hui pour mieux instrumentaliser le souvenir de l'Holocauste au profit de la politique coloniale d'Israël. Eux non plus ne veulent pas éduquer les gens. Comme les racistes, ils surfent sur l'ignorance des masses.

Une dernière chose, le racisme n'a pas commencé le jour où un homme blanc a découvert un homme noir. Le racisme a débuté quand un blanc est devenu raciste envers un autre blanc. C'était à la fin du 15e siècle, c'était en Irlande. L'Irlande était à l'époque l'Oxford du monde catholique. Toutes les grandes villes d'Europe rêvaient d'avoir un prêtre irlandais. Pour des raisons économiques et stratégiques, l'Angleterre colonisa l'Irlande. Le conflit fut long et atroce. Et l'Angleterre protestante le présenta comme un conflit religieux pour semer la confusion parmi les masses. Le racisme ne relève donc pas de la génétique. C'est un rapport de force, un instrument de domination.


Aujourd'hui, ces idéologies réactionnaires n'ont plus la même emprise sur les Grecs. Parce que l'expérience qu'ils ont endurée ces dernières années a élevé leur conscience politique. Et la même chose pourrait se produire dans le reste de l'Europe où la situation se dégrade. Quand vous ne savez plus payer vos factures, votre souci n'est pas de savoir ce que font les femmes voilées à la piscine. Mao disait que pour prendre la ville, il fallait d'abord prendre les zones rurales qui l'entouraient. La Grèce, l'Espagne et l'Italie sont les zones rurales de l'Union européenne. Et elles pourraient très bien devenir le point de départ d'un vaste mouvement progressiste qui s'étendra à toute l'Europe.

**Investig'Action 12 mars 2015**



## CATERING & TAKE-OUT

Now 2 Locations in Brooklyn



**1738 Flatbush Avenue**  
(b/t Aves I & J)  
**718.258.0509**



**2816 Church Avenue**  
(b/t Nostrand & Rogers Aves.)  
**718.856.2100**

# VENUS

## RESTAURANT

**Specializing in Caribbean & American Cuisine**



**We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..**

**670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226**

**“Venus, l'entroit idéal”**

### 718-287-4949

# AMBIANCE EXPRESS



- Restaurant
- Fritaille
- Patés

**2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY**

General Manager: Marie S

## 718.434.4287

# KATOU

## RESTAURANT

5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica) 10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn  
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou  
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes  
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir  
**Appelez le 718-618-0920**  
Livraison à domicile  
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant



## Netanyahu sonne la fin de la « solution à deux États »



**Benjamin Netanyahu est le seul chef de gouvernement au monde à s'être fait photographier en train de féliciter des terroristes d'al-Qaïda. Ce faisant, il a entraîné son pays dans une voie sans issue**

Par Thierry Meysson

*Les accords d'Oslo, qu'Yitzhak Rabin et Yasser Arafat avaient imposé à leurs peuples, sont morts durant la campagne électorale israélienne. Benjamin Netanyahu a emmené les colons juifs dans une impasse qui sera nécessairement fatale au régime colonial de Tel-Aviv. De même que la Rhodésie ne vécut que 15 ans, les jours de l'État hébreu sont désormais comptés.*

Durant sa campagne électorale, Benjamin Netanyahu a affirmé avec franchise que, lui vivant, jamais les Palestiniens n'auraient d'État à eux. Ce faisant, il a mis fin à un « processus de paix » qui traînait en longueur depuis les accords d'Oslo, il y a plus de 21 ans. Ainsi s'achève le mirage de la « solution à deux États ».

M. Netanyahu s'est présenté comme un fier-à-bras, capable d'assurer la sécurité de la colonie juive en écrasant la population autochtone.

- Il a apporté son soutien à al-Qaïda en Syrie.

- Il a attaqué le Hezbollah à la frontière du Golan, tuant notamment un général des Gardiens de la Révolution et Jihad Moghniyé.

- Il est allé défier le président Obama en dénonçant au Congrès les accords que son administration négocie avec l'Iran.

Les électeurs ont choisi sa voie, celle de la force. Pourtant, à y regarder de plus près, tout cela n'est pas glorieux et n'a pas d'avenir.

M. Netanyahu a remplacé la

force d'interposition des Nations unies par la branche locale d'al-Qaïda, le Front al-Nosra. Il lui a offert un soutien logistique transfrontalier et s'est fait photographier avec des chefs terroristes dans un hôpital militaire israélien. Cependant, la guerre contre la Syrie est une défaite pour l'Occident et les pays du Golfe. Selon les Nations unies, la République arabe syrienne ne parvient qu'à sécuriser 60 % de son territoire, mais ce chiffre est trompeur puisque le reste du pays est massivement un désert, par définition incontrôlable. Or, toujours selon les Nations unies, les « révolutionnaires » et les populations qui les soutiennent, qu'il s'agisse de jihadistes ou de « modérés » (c'est-à-dire d'ouvretement pro-Israéliens), ne sont que 212 000 sur les 24 millions de Syriens. C'est-à-dire moins d'1 % de la population.

L'attaque contre le Hezbollah a certes tué quelques personnalités, mais il a été immédiatement vengé. Alors que M. Netanyahu affirmait que la Résistance libanaise était embourbée en Syrie et ne pourrait pas répliquer, le Hezbollah avec une froide précision mathématique a tué quelques jours plus tard, à la même heure, le même nombre de soldats israéliens, dans la zone occupée des Fermes de Chebaa. En choisissant les Fermes de Chabaa, la zone la mieux sécurisée par Tsahal, le Hezbollah lançait un message de puissance absolument dissuasif. L'État hébreu a compris qu'il n'était plus le maître du jeu et a encaissé ce rappel à l'ordre sans broncher.

Enfin, le défi lancé au

*Suite à la page (19)*

## Crash de l'Airbus A320 : « Il y avait 150 personnes à bord, dont deux bébés »

Par Vivien Vergnaud

Un dirigeant de la compagnie GermanWings, Thomas Winkelmann, a tenu mardi après-midi une conférence de presse dans laquelle il est revenu sur les causes actuellement connues du crash de l'A320 dans les Alpes françaises et ses circonstances.

### Un trajet habituel et un pilote expérimenté

Le patron de la GermanWings a d'abord résumé la chronologie des derniers vols de l'Airbus 4U9525 : "Il est parti à 6h46 de Düsseldorf, avant d'atterrir à 8h47 à Barcelone. Il a ensuite quitté Barcelone à 10h01 et devait atterrir à 11h55 en Allemagne. Le capitaine volait pour Lufthansa et sa filiale GermanWings depuis 10 ans. Il avait plus de 6.000 heures de vol sur ce type d'avion.

### Deux bébés parmi les passagers

"Il y avait 144 passagers, dont 2 bébés, 6 membres d'équipages (2 en cockpit, 4 en cabine)", a-t-il encore précisé. Il a également précisé qu'il y avait 67 Allemands, mais que ce chiffre pouvait être amené à évoluer. On savait par ailleurs qu'il y avait également 45 Espagnols et sûrement aucun Français.

### Une chute d'altitude pendant 8 minutes

"Au milieu de son vol, cet avion a baissé son altitude. Ce vol à altitude plus basse a duré 8 minutes", a encore affirmé le PDG de la compagnie avant de préciser : "Le contact avec les autorités françaises a été rompu à 10h43



L'A320 D-AIPX à son départ de Berlin le 29 mars 2014 (Reuters)



Des proches des victimes arrivent à l'aéroport de Barcelone. Reuters

à une altitude de 6.000 pieds environ. L'avion a ensuite eu cet accident." L'avion a donc perdu 1.200 mètres par minutes. Une baisse d'altitude normale si l'avion avait été par exemple en phase d'atterrissage.

### Un avion âgé de 25 ans, mais vérifié la veille

Cet appareil a été vendu et livré à la

Lufthansa en 1991 et a été depuis utilisé par la Lufthansa, puis GermanWings, a confirmé le PDG. Les dernières vérifications de routine remontent à lundi, le 23 mars. Le dernier entretien régulier, comme prévu par les manuels d'utilisation d'Airbus, a eu lieu à l'été 2013.

Le JDD 24 mars 2015

## Mexique: Des milliers de Mexicains exigent le retour de Carmen Aristegui

Au Mexique, il ne fait pas bon être journaliste et soutenir une plateforme numérique destinée à dénoncer des actes de corruption. Carmen Aristegui, célèbre journaliste, a été renvoyée après avoir apporté son soutien à «MexicoLeaks».

Carmen Aristegui, célèbre journaliste mexicaine de la radio nationale MVS, a été congédiée après avoir apporté son soutien à «MexicoLeaks», relate le journal en ligne *Animal político*. Cette nouvelle plateforme numérique est le fruit d'un collectif mexicain

qui rassemble huit médias et associations et qui permet, à qui le souhaite, d'envoyer sous anonymat des informations d'intérêt public. Chaque information sera dûment vérifiée et filtrée par les membres du projet. Résolument indépendant, MexicoLeaks revendique son objectif de «dénoncer les actes de corruption, les délits et les violations des droits de l'homme», souligne le journal.

Le 10 mars 2015, jour du lancement de MexicoLeaks, Carmen Aristegui a annoncé à l'antenne de son émission *Noticias* sur MVS (la radio la plus écoutée du pays) qu'elle faisait partie du projet. L'entreprise Noticias MVS n'a pas tardé à manifester son mécontentement dans un communiqué de presse diffusé le lendemain, rapporte *Almargen*. «Noticias MVS prendra toutes les mesures pertinentes et nécessaires afin que ses ressources humaines, technologiques, financières et matérielles ne servent pas des intérêts particuliers qui n'ont rien à voir avec le journalisme que réalise l'entreprise», souligne Noticias MVS dans un des points du communiqué. Le même jour, deux journalistes d'investigation membres de l'équipe de Carmen Aristegui ont été licenciés de la radio MVS. Ils enquêtaient sur une affaire de corruption mettant en cause des membres du gouvernement. Deux jours après leur renvoi, Carmen Aristegui avait exigé leur retour.

### «Outrage à la liberté d'expression»

Néanmoins, le 15 mars, la journaliste a été renvoyée à son tour par l'entreprise qui refusait son ultimatum. Selon Carmen Aristegui, cet acte est «un outrage à la liberté d'expression», relate *Animal político*. A l'annonce de son limogeage, plus de 170 000 Mexi-



Carmen Aristegui

cains ont apporté leur soutien à Carmen Aristegui par le biais d'une pétition lancée sur la plateforme Change.org, rapporte *Sinembargo*. Des centaines de personnes ont également manifesté devant les locaux de la radio MVS en clamant : «Nous sommes tous Carmen» ; «Dehors Peña!»

Pour Gabriel Sosa Plata, le médiateur de Noticias MVS, cette manifestation «inédite» indique que [Carmen Aristegui] «s'est convertie en leader de l'opinion publique, [et que] les gens se reflètent peut-être en elle». Il a avancé qu'il demanderait aux propriétaires de la radio MVS de s'expliquer publiquement sur le renvoi de la journaliste et de son équipe.

Courier International  
17 mars 2015

# Murette's

## BANQUET HALL

Baby Shower • Weddings • Conférences • Dinner Events • Repass  
• Birthdays • Graduation • Much More!

**4618 Avenue N (btwn Schenectady & E. 46th), Brooklyn, NY**  
Nou pale kreyòl!  
**Tel: 646.474.7560**

## Immaculé Bakery & Restaurant

2 Locations en Brooklyn

**Spécialités**

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue  
(entre Hawthorne & Winthrop)  
**Tél: 718.778.7188**

1411 Nostrand Avenue  
(entre Linden & Martense)  
**Tél: 718.941.2644**

latino-américaniste et caribéenne, fondé sur des principes de solidarité, de coopération, de justice sociale et de défense de leur souveraineté

Petrocaribe est apparue comme une extraordinaire contribution, généreuse et humaniste du président Hugo Chavez Frias. À présent, ils prétendent détruire Petrocaribe pour menacer ses États membres, les soumettre aux transnationales pétrolières et les séparer du Venezuela. Ils ne se rendent pas compte que nos peuples ont décidé, de manière irrévocable, de poursuivre leur avancée irrésistible et de lutter en faveur d'un monde multipolaire et juste pour donner une voix, un espoir et une dignité à ceux qui ont été historiquement exclus.

L'empire des États-Unis a testé sans succès pratiquement toutes les formules de déstabilisation et de subversion contre la révolution bolivarienne et chaviste, afin de récupérer le contrôle de la plus grande réserve pétrolière de la planète et porter un coup au processus d'intégration et d'émancipation en cours dans Notre Amérique.

L'Ordre exécutif arbitraire, agressif et infondé émis par le président des États-Unis contre le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, la qualification de menace à leur sécurité nationale, prouve que les États-Unis sont capables de sacrifier la paix et le cours des relations hémisphériques et avec notre région pour des raisons de domination et de politique intérieure.

L'idée selon laquelle un pays solidaire comme le Venezuela, qui n'a jamais envahi ni agressé quiconque et qui contribue de manière significative et altruiste à la sécurité énergétique et à la stabilité économique d'un nombre considérable de nations du continent puisse représenter une menace à la sécurité de la plus grande puissance de l'Histoire est complètement insoutenable.

Nous tenons à manifester ici notre

soutien à la position digne, courageuse et constructive du président Nicolas Maduro (Applaudissements), qui, malgré la gravité de la menace, a tenu la main au président des États-Unis pour amorcer un dialogue basé sur le Droit international et le respect mutuel, qui aboutisse à l'abrogation inconditionnelle de l'Ordre exécutif du président Obama et à la normalisation des relations (Applaudissements). L'ALBA et la CELAC se devraient d'accompagner cette proposition.

Aujourd'hui, le Venezuela n'est pas seul et notre région n'est plus la même qu'il y a 20 ans. Nous ne tolérons pas de violation de la souveraineté ni que l'on veuille troubler impunément la paix dans la région.

Comme nous l'avons affirmé, les menaces à la paix et à la stabilité du Venezuela représentent aussi des menaces à la stabilité et à la paix régionales.

La paix que réclame aujourd'hui le Venezuela et dont nous avons tous besoin, c'est une « paix avec justice, avec égalité, la paix debout et non pas à genoux ; c'est la paix avec dignité et développement », comme l'a dit Maduro, elle est celle-là même à laquelle nous nous sommes engagés dans la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix, adoptée au 2e Sommet de la CELAC à La Havane.

La position de notre pays dans ces circonstances demeure invariable. Je réitère la ferme solidarité de la Révolution cubaine avec la Révolution bolivarienne, avec le président constitutionnel Nicolas Maduro et l'union civico-militaire qu'il dirige (Applaudissements). Je tiens à réaffirmer notre fidélité absolue à la mémoire d'Hugo Chavez, le meilleur ami de la Révolution cubaine (Applaudissements).

Comme il a été signalé, nous rappelons, « une fois de plus, que les coopérants cubains présents dans ce pays frère continueront d'accomplir leur

devoir, dans n'importe quelles circonstances, au service du peuple frère et noble du Venezuela »

Les États-Unis devraient comprendre une fois pour toutes qu'il est impossible de séduire ou d'acheter Cuba, ni d'intimider le Venezuela. Notre union est indestructible (Applaudissements).

Par ailleurs, nous ne céderons pas d'un pouce sur la défense de la souveraineté et l'indépendance, ni ne tolérerons aucune sorte d'ingérence ni de conditions dans nos affaires intérieures.

Nous ne céderons pas sur la défense des causes justes dans Notre Amérique et dans le monde, et nous ne laisserons jamais seuls nos frères de lutte. Nous sommes venus ici pour resserrer les rangs autour du Venezuela et de l'ALBA, et pour réaffirmer que les principes ne sont pas négociables (Applaudissements).

Pour défendre ces convictions, nous assisterons au 7e Sommet des Amériques. Nous y exposerons nos positions, avec fermeté, avec clarté et avec respect. Nous rejetterons énergiquement toute tentative d'isoler et de menacer le Venezuela et nous exigerons la levée définitive du blocus contre Cuba.

La société civile cubaine sera la voix des sans voix et démasquera les mercenaires qui seront présentés là-bas comme la société civile cubaine, ainsi que leur patrons.

Nous devons convoquer tous les peuples et gouvernements de Notre Amérique à nous mobiliser et à rester vigilants pour la défense du Venezuela. La solidarité constitue le ciment de l'unité et de l'intégration régionale.

Je vous remercie (Applaudissements)

(Traduction de la version sténographique du Conseil d'État)

Granma 18 mars 2015

voie à une issue positive pour le pays, la voie à une assemblée constituante souveraine !

Comment un peuple occupé pourrait-il voter librement ?

Seuls ceux qui ont intérêt au maintien de Martelly et de la MINUSTAH peuvent accepter des élections sous occupation étrangère.

C'est une hypocrisie, c'est un crime contre notre peuple de prétendre que des élections sous occupation et toutes les tractations et trafics qui vont avec (Accord d'El Rancho, Accords 29 décembre 2014 et du 11 janvier 2015) peuvent rendre la liberté au peuple et la souveraineté à notre nation.

Qui peut prétendre qu'un peuple privé de liberté peut voter librement ?

Sans relâche notre peuple manifeste depuis des années, dans les zones franches, les travailleurs luttent contre leur surexploitation, la jeunesse est à bout de souffle.

Participer à des élections sous occupation c'est prendre une part active à la tragédie dans laquelle se trouve ce pays et enfin c'est la rendre plus atroce.

L'heure est grave, chaque jour qui passe la situation s'empire et pourrait.

La situation est critique, et de jour en jour elle dégénère.

Nous sommes prêts à répondre à l'appel de tous les opprimés : les jeunes, les travailleurs, les résidents des quartiers défavorisés, les étudiants victimes de l'oppression.

Nous ne cessons pas de conjuguer nos efforts, afin de chasser Martelly au pouvoir.

N'est-il pas temps de nous

rassembler en masse, dans l'unité, devant le Palais National pour imposer son départ et celui de la MINUSTAH.

Le Temps Presse !

Seuls ceux qui ont intérêt au pourrissement de la situation, multiplient les manœuvres pour sauver Martelly en essayant de gagner du temps.

**Haitiens, haïtiennes de la première république noire, unissons-nous pour déjouer les manœuvres !**

Dans l'unité, rassemblons-nous pour chasser Martelly et la MINUSTAH afin de jeter les bases de la reconstruction du pays !

Nous marchons à vos côtés. Unissons-nous, malgré nos histoires, nos identités particulières que nous tenons à conserver.

Mais parce qu'il s'agit de l'avenir de la nation, de la survie de notre peuple, de notre jeunesse, parce que le temps presse, unissons-Nous !

Dehors Martelly !

Retrait immédiat de la minustah !

Les Premiers Signataires de cet appel :

Mouvement de Liberté, d'Égalité des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF) : Oxygène David Kolektif kont Okipasyon : Pascal Dieujuste

Anbake Pou Chanje :

Grenadye 07 : Lucien Gymps

Mouvman Devlopman Nasyonal (MODENA) : Adrien Kesner

Mouvman Etidyan pou Chanjman (MECHAN) : Alouidor Wilberde

conditions difficiles, en leur offrant le soulagement et le soutien bien nécessaires quand des citoyens sont dans le besoin, et a montré comment la solidarité peut construire des alliances puissantes au-delà des frontières.

Pourtant, incroyablement, le gouvernement américain nous déclare comme une menace à la sécurité nationale et à la politique étrangère des États-Unis.

Dans un acte disproportionné, l'administration Obama a déclaré l'état d'urgence parce qu'il considère le Venezuela comme une menace à sa sécurité nationale. (Executive Order du 15/09/2015). Ces actions unilatérales et agressives du gouvernement des États-Unis contre notre pays ne sont pas seulement sans fondement et en violation des principes de base de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples en vertu du droit international, mais aussi, ont été rejetées à l'unanimité par les 33 pays de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et par les 12 États membres de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). Dans un communiqué publié le 14 Mars 2015, l'UNASUR a réitéré son ferme rejet de ces mesures coercitives qui ne contribuent ni à la paix, ni à la stabilité, ni à la démocratie dans notre région et a exigé l'abrogation du décret du président Obama contre le Venezuela.

Nous rejetons l'unilatéralisme et l'extraterritorialité ! Le président des États-Unis, sans mandat pour intervenir dans nos affaires intérieures et de façon unilatérale, a lancé une série de sanctions contre des fonctionnaires vénézuéliens et a ouvert la porte à la poursuite de ce type de sanctions, s'immisçant ainsi dans notre ordre constitutionnel et dans notre système de justice.

Nous préconisons un monde multipolaire ! Nous croyons que le monde devrait être régi par les règles du droit international. Aucune intervention d'autres pays dans les affaires intérieures d'autrui. Avec la conviction que des relations respectueuses entre les nations sont le seul moyen de consolider la paix et la coexistence, ainsi que l'affirmation d'un monde plus juste.

Nous honorons nos libertés et maintenons nos droits ! Jamais auparavant dans l'histoire de nos nations un président américain a tenté de gouverner par décret les Vénézuéliens. C'est un ordre

tyrannique et impérial qui nous rappelle la période la plus sombre des relations étasuniennes avec l'Amérique latine et les Caraïbes.

En raison de notre longue amitié, nous alertons nos frères américains, amoureux de la justice et de la liberté, sur l'agression illégale commise par le gouvernement étasunien en votre nom. Nous ne laisserons pas notre amitié avec le peuple des États-Unis être affectée par cette décision absurde et sans fondement du président Obama.

Nous exigeons :

1- Que cessent les actions hostiles du gouvernement des États-Unis contre le peuple et la démocratie au Venezuela.

2- Que le décret déclarant le Venezuela comme une menace, soit abrogé, comme l'a demandé l'Union des nations sud-américaines (UNASUR).

3- Que soient suspendues les injurieuses sanctions contre de prétendues diffamations de fonctionnaires vénézuéliens honorables qui n'obéissent qu'à

notre constitution et à nos lois.

Notre souveraineté est sacrée ! La devise des pères fondateurs des États-Unis s'applique aujourd'hui avec la même dignité aux peuples de Simon Bolivar. Au nom de notre amour commun pour l'indépendance nationale, nous espérons que l'administration Obama réfléchisse et rectifie ce faux pas.

La défense de notre liberté est un droit auquel nous ne renoncerons jamais, parce qu'il est le pilier de l'avenir de l'humanité. Ainsi Simón Bolívar a dit : "La liberté du Nouveau Monde est l'espoir de l'univers."

"Le Venezuela n'est pas une menace, c'est un espoir."

"L'indépendance ou rien !"

Simón Bolívar

Nicolás Maduro Moros

Président de la République bolivarienne du Venezuela

New York Times 17 mars 2015

Traduction : Michel Taupin

LGS 18 mars 2015

Haiti Solidarity Network of the Northeast (HSNNE)  
invites you to the  
**Annual Fundraiser Dinner Dance**  
Empowering People & Renewing Hope  
Saturday, April 11, 2015  
8 pm to 1 am

**Caldwell University**  
120 Bloomfield Avenue,  
Caldwell, NJ 07006

**Honorees:**  
Kim Ives, Haïti Liberté newspaper  
Yves Aubourg, Councilman, Roselle, NJ

Music by Grace Drums & DJ Cadence Digitale  
Donation: \$50 • Students: \$25  
(There is also a journal in which people and businesses can take ads)  
For more information: Georgette Delinois, 862.836.4738

**DINER DANSANT EN SOLIDARITÉ**  
AVEC  
**HAÏTI LIBERTÉ**  
**SAMEDI 30 MAI 2015**

Occasion:  
Fête des mères  
haïtiennes 9h PM

Au local de la Mechanic  
Headquarters

65 Putnam Avenue  
Between Classon Ave.  
& Irving Place,  
Brooklyn, NY 11238  
Donation \$50.00

Réservations et Informations:  
**718-421-0162**  
Soutenir Haïti Liberté est un  
acte patriotique  
et révolutionnaire.  
Vous ne le regretterez jamais !

président Obama risque de coûter cher à Israël. Les États-Unis négocient avec l'Iran une paix régionale qui leur permette de retirer l'essentiel de leurs troupes. L'idée de Washington, c'est de parier sur le président Rohani pour faire d'un État révolutionnaire une simple puissance régionale. Les États-Unis reconnaîtraient la puissance iranienne en Irak, en Syrie et au Liban, mais aussi à Bahreïn et au Yémen, en échange de quoi Téhéran cesserait d'exporter sa Révolution en Afrique et en Amérique latine. L'abandon du projet de l'imam Khomeiny serait garanti par une renonciation à son développement militaire, particulièrement mais pas uniquement, en matière nucléaire (encore une fois, il ne s'agit pas de la bombe atomique,

mais des moteurs à propulsion nucléaire). L'exaspération du président Obama est telle que la reconnaissance de l'influence iranienne pourrait aller jusqu'à la Palestine.

Benjamin Netanyahu endosse les habits de Ian Smith qui, en 1965, refusant de reconnaître les droits civiques des noirs de Rhodésie, rompit avec Londres et proclama son indépendance. Mais Ian Smith ne parvint pas à gouverner son État colonial qui fut dévoré par la résistance de l'Union nationale africaine de Robert Mugabe. Quinze ans plus tard, M. Smith devait renoncer tandis que la Rhodésie devenait le Zimbabwe et que la majorité noire arrivait au pouvoir.

Les gesticulations de M. Netanyahu, comme jadis celles de Ian

Smith, visent à masquer l'impasse dans laquelle il a plongé les colons. En gagnant du temps, durant les six dernières années, au lieu d'appliquer les accords d'Oslo, il n'a fait qu'accroître la frustration de la population indigène. Et en annonçant qu'il a fait patienter l'Autorité palestinienne pour rien, il provoque un cataclysme.

D'ores et déjà, Ramallah a annoncé qu'il cesserait toute coopération sécuritaire avec Tel-Aviv si M. Netanyahu était à nouveau nommé Premier ministre et appliquait son nouveau programme. Si une telle rupture a lieu, la population de Cisjordanie, et bien entendu de Gaza, devrait se heurter à nouveau à Tsahal. Ce serait la Troisième Intifada.

Tsahal craint tellement cette situation que ses principaux officiers supérieurs à la retraite ont constitué une association, Commanders for Israel's Security, qui n'a cessé de mettre en garde contre la politique du Premier ministre. Ce dernier s'est avéré incapable de constituer une autre association pour le défendre. En réalité, c'est toute l'armée qui s'oppose à sa politique. Les militaires ont bien compris qu'Israël pourrait encore étendre son hégémonie, comme au Sud-Soudan et au Kurdistan irakien, mais qu'il ne pourrait plus étendre son territoire. Le rêve d'un État colonial du Nil à l'Euphrate est irréalisable et appartient à un siècle révolu.

En refusant la « solution à deux États », Benjamin Netanyahu croit

ouvrir la voie à une solution à la rhodésienne. Or, cet exemple a montré qu'il n'était pas viable. Le Premier ministre peut célébrer sa victoire, elle sera de courte durée.

En réalité, son aveuglement ouvre la voie à deux autres options : soit une solution à l'algérienne, c'est-à-dire l'expulsion de millions de colons juifs dont beaucoup n'ont pas d'autre patrie pour les accueillir, soit une solution à la sud-africaine, c'est-à-dire l'intégration de la majorité palestinienne dans l'État d'Israël selon le principe « un homme, une voix » ; la seule option humainement acceptable.

Réseau Voltaire International Damas (Syrie) | 23 mars 2015

# Directory Classified

Tel: 718-421-0162  
editor@haitiliberte.com

newyorklandandlakes.com

**LAND FOR SALE**  
UPSTATE NY WATERFRONT! 11 acres-\$69,900 Beautiful woods on bass lake 5 miles to Cooperstown! Private setting for camp, cabin or year round home! Terms avail! 888-479-3394 NewYorkLandandLakes.com

**PERSONAL**  
Looking for Cayes, Camp Perrin individuals to become parts of a group, a non-profit organization club. For info, email Jean, jean.victor68@yahoo.com; text or call Junior 347.379.5765.

**REAL ESTATE**  
**Sebastian, Florida.** Beautiful 55+ manufactured home community. 4.4 miles to the beach, Close to riverfront district. New models from \$85,000. 772-581-0080, www.beach-cove.com

**VACATION RENTALS**  
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Resort Services. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

**WANTED**  
CASH for Coins! Buying Gold & Silver. Also Stamps, Paper Money, Comics, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY: 1-800-959-3419.

**ADOPTION**  
A childless young married couple, hands on mom/ devoted dad (she-31/ he-37) seeks to adopt. Financial security, expenses paid. Call/ text Mary & Adam 1-800-790-5260

**HELP WANTED**  
Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

**HELP WANTED**  
AIRLINE CAREERS begin here Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students - Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093

**ADOPTION**  
A dream is a wish your heart makes, our wish is a baby to love. We're loving, educated, close family. Expenses paid. Danny/ Lorraine 1-866-997-7171

**ADOPTION**  
Loving family of three seeking baby or toddler to cherish forever. Mom/ Dad are teachers. Close extended families. Contact Robin/Neil: 866-303-0668 Text: 646-467-0499 www.rnladopt.info robin.neil.lucy@gmail.com

**AUTO DONATIONS**  
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474


**CAREER OPPORTUNITIES**  
WELDING CAREERS- Hands on training for career opportunities in aviation, automotive, manufacturing and more. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. CALL AIM 877-206-4006

**HELP WANTED**  
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

**HELP WANTED**  
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

**IF YOU USED THE BLOOD THINNER XARELTO**  
and suffered internal bleeding, hemorrhaging, required hospitalization or a loved one died while taking Xarelto between 2011 and the present time, you may be entitled to compensation.  
Call Attorney Charles H. Johnson 1-800-535-5727

**CNA / LPN Job Fair**  
**Wednesday, April 1, 2015**  
**10:00 AM - 2:30 PM**  
4770 White Plains Road, Bronx NY 10470  
(easily accessible by Public Transportation!)  
Offering competitive rates and benefits based on verified experience  
Travel and accommodations involved, call (888) 910-1004 or email nursingcareers@centersforcare.org for more details



**DONATE YOUR CAR**  
Wheels For Wishes benefiting MAKE-A-WISH.  
Metro New York and Western New York  
100% Tax Deductible  
\*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE  
\*We Accept All Vehicles Running or Not  
\*Share the Power of a Wish  
WheelsForWishes.org Call: (917) 336-1254



**ABLE HEALTH CARE**  
**HOME HEALTH AIDES!**  
**EXCELLENT PAY & BENEFITS**  
**NEW HIGHER PAY RATES**  
HHA's Aides with Car Needed in All Areas  
**FREE Training Classes**  
Call for Schedule of Classes in all areas  
**COMING SOON - CLASSES IN BROOKLYN**  
Full Time, Part Time, Weekends  
All Shifts - All Locations  
**GREAT BENEFITS**  
Health Insurance  
Vacation, Sick Pay, Personal Pay  
Immediate work & bonus for HHA's with certificates



**ABLE**  
Certified Home Health Agency  
Brooklyn 718-947-3693 Queens 718-947-3673  
Nassau 516-634-2117 Suffolk 631-729-2384  
Bronx/Westchester 914-470-9929  
www.ablehealthcare.com

Your Homeownership Partner



**The State of New York Mortgage Agency offers:**

- Competitive, fixed-rate mortgages for first-time homebuyers
- Downpayment assistance available up to \$15,000
- Special program for veterans, active-duty military, National Guard and reservists
- Funds available for renovation

**1-800-382-HOME(4663)**  
**www.sonyma.org**



**DIVINITUS:**  
Divine Influence, admirably, nobly, by inspiration  
Helping Companies Achieve Their Full Potential

**INVESTMENT FIRM LOOKING TO INVEST IN BUSINESSES**

Investment group looks to take an equity position in your company. Whether you are a start up, an established business, looking to buy out a partner, or purchase a franchise, we are willing to make an initial investment up to \$100,000. Our goal is to provide the resources to guarantee the success of your entrepreneurial venture.

**Only business located in the five boroughs, Nassau, and Suffolk County will be eligible to apply.**

For more details, please email **DivinitusInvestments@gmail.com** with your contact information, a short description of your business, and what you hope to achieve with the initial investment funds.

**WALK TO CREATE A WORLD FREE OF MULTIPLE SCLEROSIS!**

**REGISTER TODAY!**  
walkMSnyc.org • 212-463-9791

04.18.15  
Staten Island  
Cloves Lake Park

04.19.15  
New York City  
Pier 26

Orange County  
Crane Park

04.25.15  
Rockland County  
Rockland Lake State Park

04.26.15  
Westchester County  
Glen Island Park

Putnam County  
Mahopac Volunteer Fire Department



walk MS  
NYC - Southern NY 2015  
ms on the go  
genzyme  
A SANOFI COMPANY

# SHIP YOUR CAR FROM NYC TO HAITI

SPECIAL PRICES:

**\$1200** PER CAR

TRUCKS: **\$125** PER FOOT

RECEIVE  
A SPECIAL GIFT  
WHEN YOU BRING THIS  
AD WITH YOUR  
SHIPMENT.



THE ONLY FREIGHT COLLECTOR IN NEW YORK THAT OWNS THEIR SHIP (M/V GREY SHARK)

CALL FOR APPOINTMENT.

## DEVON SHIPPING INC.

- CARS • TRUCKS • TRAILERS
- BUSES • CONSTRUCTION EQUIPMENT
- ROLL-ON • ROLL-OFF

CALL FOR SPECIAL PICK-UPS IN BROOKLYN.

HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM • SAT-SUN 9AM - 3PM

NOU PALE KREYÒL

DELIVERIES RECEIVED AT: 51 PORT TERMINAL BLVD, BAYONNE, NJ 07002

**718-243-2929**

# Terre Sainte en 10 jours

De New York à:

Galilée • Jérusalem • Masada • Tel Aviv • Nazareth  
• La Mer Morte • Capernaum • Bethlehem • et plusieurs  
autres sites religieux où Jésus a développé son ministère.



### Inclus:

- Voyage aller-retour de New York
- 7 jours aux hôtels supérieurs classe touriste
- 7 petits déjeuners & 8 dîners
- Tourisme comme prévu dans l'itinéraire
- Transport entre les hôtels et les aéroports
- Taxes des hôtels et la manutention des bagages
- Tourisme à bord d'un autobus climatisé
- Services d'un guide professionnel

### Contactez:

Rév. Pasteur Jerome J.  
& Myrtha Hérold à  
**Bethel Christian Church**

885 E. 34<sup>th</sup> Street  
Brooklyn, NY 11210

**718.419.4766**  
**718.909.5288**

Seulement \$2,898 (tout inclus)  
(discount de \$100 si l'on s'enregistre avant le 30 mars)

JCL CHURCH OF GOD / DR. Q  
PRESENT

## REV. DR. SERGE JEAN-BAPTISTE BIRTHDAY FUNDRAISING

PERFORMING LIVE:

EDITH ZEPHYR  
PATRICK THERAPY  
ANDRELLA JOSEPH  
LIMAGE PIERRE  
PHILEMON POLYCARPE  
ROSINY DERONETTE  
REV. DR. LUDE PINNETTE  
C.I.M.S

**SUNDAY APRIL 12, 2015** 6PM SHARP TO 10PM  
AT: **BUCKLEY'S** DONATION: \$100 ADULTS \$60 ENFANTS  
2926 AVE S. BROOKLYN, NY 11229  
FOR ANY INFORMATION CALL 718.421.6030 // 347.784.1215 // 347.858.9952  
BILLETTS EN VENTE: Q&S TAX CONSULTANT 1358 FLATBUSH AVE & PU HERB & VITAMIN

RADYO PANOU  
VOUS INVITE A UNE

## GRANDE SOIREE D'ANNIVERSAIRE

### FÒK SA CHANJE

(11+11)=22ÈME ANNIVERSAIRE  
AVEC LE GRAND

ADM. \$75 À L'AVANCE

ORCHESTRE  
*Septentrional*

FREE FOOD  
FREE DRINKS  
VALET PARKING

**LE SAMEDI 28 MARS 2015**  
**AU PARADISE CATERERS**  
51 AVENUE U BET. WEST 11 & WEST 12 ST.  
BROOKLYN, NY 11223 DE 9HRS PM JUSQU'A X DU MATIN